



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le mercredi 20 juillet 1977

Vol. 19 — No 75

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Présentation de motions non annoncées	
Nouvelle motion de M. Jean-Noël Lavoie portant sur la conduite des députés de Maisonneuve et de Bourget au sujet du projet de loi no 1.	2217
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 57 — Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal	
Première lecture.	2218
Vote sur la première lecture.	2218
Dépôt de documents	
Rapport de la Régie des installations olympiques.	2219
Questions orales des députés	
Charte de la langue française.	2219
Hôpitaux de Haute-Rive et de Baie-Comeau.	2220
Destruction des terres agricoles.	2222
Fuite de capitaux vers les États-Unis.	2223
Aide aux organismes de coopération internationale.	2224
Application du décret concernant les marchands d'automobiles.	2225
Grève à Rock Island.	2225
Association des policiers du Québec.	2226
Assurance-automobile.	2226
Exploitation d'un gisement d'amiante en Abitibi.	2226
Immunisations contre la grippe.	2227
Rectification sur la mention d'un député.	2227
Dépôt de documents (suite)	
Renseignements concernant le personnel de cinq ministères.	2228
Questions inscrites au feuillet.	2228
Motion de M. Jean-Noël Lavoie sur la tenue du référendum sur l'indépendance du Québec (suite)	
M. William Frederick Shaw.	2229
M. Gilbert Paquette.	2230
M. Michel Gratton.	2232
M. Jean-François Bertrand.	2233
M. Fernand Lalonde.	2235
M. Claude Dubois.	2236
M. Jean-Pierre Charbonneau.	2237
M. Gérard D. Levesque.	2238
M. Jean-Noël Lavoie.	2239
Vote sur la motion.	2241
Ajournement.	2241
Annexe	
Questions inscrites au feuillet.	2241

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Cheque à l'ordre du Ministre des Finances
 Adresse: Service des Documents Parlementaires
 Assemblée nationale
 Hôtel du Gouvernement, Québec
 G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mercredi 20 juillet 1977

(Quinze heures dix minutes)

M. Richard (président): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

M. le leader parlementaire de l'Opposition.

Nouvelle motion de M. Jean-Noël Lavoie portant sur la conduite des députés de Maisonneuve et de Bourget au sujet du projet de loi no 1

M. Lavoie: M. le Président, concernant la motion privilégiée qui est inscrite en mon nom en avis, en appendice aujourd'hui, en vertu de l'article 68 du règlement et suite à certaines rencontres et pourparlers, avec votre consentement, seul, et non pas le consentement de la Chambre — c'est une prérogative qui vous appartient, M. le Président — j'aurais l'intention de modifier dans sa forme, la motion telle qu'inscrite pour qu'elle apparaisse demain. Et lorsqu'elle sera appelée, dans l'éventualité qu'elle serait jugée recevable, qu'elle se lise de la façon suivante. J'ajoute trois lignes à ce qui est écrit en appendice pour que la motion se lise comme suit maintenant: "Que cette Assemblée réproouve la conduite du député de Maisonneuve et celle du député de Bourget en raison de leurs agissements en tant que parlementaires entre le 8 et le 12 juillet 1977". L'ajout est le suivant: "Privant les membres de l'Assemblée nationale d'exercer pleinement leur rôle à l'occasion de l'étude du projet de loi no 1". J'espère que cette modification dans la forme pourra vous être agréable, M. le Président.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition, suivant les dispositions de l'article 59 du règlement, je prends acte de cet amendement à l'avis et j'accepte le nouvel avis tel qu'amendé.

M. Charron: M. le Président, est-ce que je peux demander de la relire, s'il vous plaît?

Le Président: Que cette Assemblée réproouve la conduite du député de Maisonneuve et celle du député de Bourget en raison de leurs agissements en tant que parlementaires, entre le 8 et le 12 juillet 1977, privant les membres de l'Assemblée nationale d'exercer pleinement leur rôle à l'occasion de l'étude du projet de loi no 1.

M. Burns: M. le Président, il y a eu des conversations qui ont été tenues... Qu'est-ce qu'il arrive?

M. Proulx: Echanges entre Irlandais.

M. Burns: Des conversations ont été tenues, M. le Président, entre les représentants de chacun

des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Cette entente ferait qu'éventuellement, si cette motion était jugée recevable, nous ne passions pas plus d'une journée à discuter de la motion. Au nom du gouvernement, je suis d'accord que la motion soit, sans qu'on en tienne compte au point de vue d'un précédent ou pas, considérée comme recevable.

A ce titre, M. le Président, et avec cette condition, j'irais même jusqu'à dire que non seulement on doit...

M. Lavoie: Vous iriez jusqu'à dire que vous allez voter en faveur de la motion?

M. Burns: Non. Mais j'irais plus loin que ce que le député de Laval disait. Je dirais, M. le Président, que la motion doit d'abord être amendée de la façon qui a été suggérée par le député de Laval. Elle doit également être apportée sans aucune discussion sur la recevabilité, avec l'entente qu'elle durera une période complète, c'est-à-dire une séance, c'est-à-dire la journée de demain. A ce moment-là, M. le Président, si telle était l'entente et si j'ai bien compris les négociations que j'ai eues avec les représentants de l'Opposition, cela ferait normalement l'objet d'un ordre de la Chambre. J'en ferais éventuellement motion.

M. Lavoie: Sur le même sujet? Tout ce que le député de Maisonneuve, ministre d'Etat à la réforme parlementaire, a dit, j'y concours. Je donne mon accord, tel qu'il l'a mentionné, considérant la période estivale avancée et un peu de retard dans les travaux législatifs. Il n'était pas notre intention d'éterniser ce débat. On aurait pu le faire en amendant la motion pendant deux ou trois jours, comme cela a déjà été fait dans le passé, ce qui n'est pas notre intention. Par contre, nous considérons la liberté d'expression du Parlement comme une question de principe. Je ne voudrais pas aller au fond de la question d'une manière prématurée, mais uniquement sur ce point. C'est la raison pour laquelle nous tenions à ce que ce débat ait lieu, que cette question soit vidée. A la même occasion, aux autres partis d'Opposition et au gouvernement, je donne mon accord pour que cette motion puisse être débattue jusqu'à 23 heures demain soir et que le vote soit pris dans ce délai, dès avant 23 heures.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: M. le Président, comme je l'ai d'ailleurs indiqué au leader du gouvernement, en ce qui concerne l'Union Nationale nous acceptons, si vous le jugez ainsi, que le débat ait lieu, mais avec cette restriction sûre et certaine que le débat ne se poursuive pas au-delà de jeudi soir, 23 heures, pour que nous puissions, dès que possible, poursuivre les travaux parlementaires tel que prévu.

Le Président (M. Richard): M. le député de Frontenac, je vous reconnaitrai tout à l'heure.

M. Lavoie: Est-ce que cela devient un ordre de la Chambre?

Le Président (M. Richard): Oui, mais je vous souligne que normalement je ne devrais recevoir l'avis qui est en appendice aujourd'hui que demain. Mais, sur une proposition du leader parlementaire de l'Opposition, je suis disposé à le faire dès aujourd'hui. Comme il y a consentement, je juge que l'avis est recevable et, en conséquence, le débat aura lieu dès demain et se terminera à 10 h 45 pour que le vote soit pris à 10 h 45 demain soir, quinze minutes avant l'ajournement. Je voudrais que cela devienne un ordre de la Chambre.

M. Lavoie: Adopté.

Le Président (M. Richard): M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le Président, j'aimerais présenter, avec le consentement unanime de cette Chambre, la motion suivante: Que cette Assemblée se joint à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal dans la célébration des fêtes rappelant le dixième anniversaire de la visite du général De Gaulle au Québec et qui se termina, on s'en souviendra, à Montréal...

M. Lavoie: Il n'y a pas de consentement, M. le Président.

Le Président (M. Richard): M. le député de Frontenac, comme il n'y a pas consentement, je regrette, mais vous ne pouvez pas aller plus loin.

Présentation de projet de loi au nom du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, l'article e).

Projet de loi no 57

Loi sur le Conseil de sécurité publique et le service de police de la Communauté urbaine de Montréal

Première lecture

Le Président (M. Richard): M. le ministre de la Justice propose la première lecture de la Loi sur le conseil de sécurité publique et le service de la police de la Communauté urbaine de Montréal.

M. Bédard: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le projet de loi no 57, Loi sur le conseil de sécurité publique et le service de la police de la Communauté urbaine de Montréal.

Le projet de loi a pour but de modifier la composition, l'organisation et les fonctions du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal et de modifier également l'organisation et les fonctions du service de police de la communauté et les fonctions du directeur de ce service.

L'article 1 remplace les sections VIII et VIII A de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, concernant respectivement le Conseil de sécurité publique et le service de police. Les articles 2 à 5 sont de concordance. Les articles 6 à 9 ont pour

but de reconnaître une entente intervenue entre la ville de Montréal et l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal et de lui donner effet. Les articles 10 à 12 sont transitoires.

M. Lavoie: M. le Président, ma question s'adresse au leader parlementaire du gouvernement. Je crois que ce projet de loi a une grande importance pour la Communauté urbaine de Montréal; cela touche la ville de Montréal, plusieurs municipalités concernées, l'Association des policiers et tout cela. Je pense que cela peut soulever un certain contentieux. C'est le moment où je dois le demander avant que ce projet de loi passe en deuxième lecture: Est-ce l'intention du ministre d'entendre les parties après la première lecture, avant la deuxième lecture, sur un projet de loi d'une telle implication, qui concerne toute l'île de Montréal?

M. Burns: Là-dessus, je demanderais tout simplement au ministre de la Justice de vous répondre, s'il vous plaît.

M. Bédard: Tel que l'a dit le leader de l'Opposition officielle, c'est un projet de loi important et je puis vous assurer que, depuis au moins quatre mois, j'ai procédé à de nombreuses consultations. J'aurai l'occasion d'en faire connaître la liste lorsque nous étudierons le projet de loi article par article, mais je ne crois pas qu'il y ait lieu de tenir une commission parlementaire.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Brochu: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la première lecture

Le Président: Alors, nous allons maintenant procéder au vote sur la motion de première lecture du ministre de la Justice. Que ceux qui sont en faveur de cette motion de première lecture veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Lazure Léger, Tardif, Garon, Chevrette, Michaud, Paquette, Alfred, Vaugois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Perron, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Lévesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Gameau, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme

Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Gratton, Biron, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Samson.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 95 — Contre: 0 — Absentions: 0

Le Président: Cette motion est adoptée. Deuxième lecture prochaine séance ou séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre délégué au Haut-Commissariat, à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport de la Régie des installations olympiques

M. Charron: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la Régie des installations olympiques pour l'année 1976.

Le Président: Rapport déposé.

Période de questions orales.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Charte de la langue française

M. Lalonde: Depuis quelques jours, par des questions au premier ministre, j'essaie de savoir ce qui divise le gouvernement sur la question du critère de fréquentation clause Québec versus clause Canada. Le premier ministre m'a répondu depuis deux jours que, si l'Opposition pouvait démontrer au gouvernement que la clause Canada était préférable dans le projet de loi no 101 ou no 1, le gouvernement serait prêt à modifier le projet de loi. Le premier ministre pourrait-il être plus précis et dire à l'Opposition officielle ce qu'on peut faire pour l'aider à reprendre le contrôle du Conseil des ministres à ce propos? Par exemple, si l'Opposition officielle démontrait au premier ministre que depuis la loi 22 la quasi-totalité des enfants d'immigrants allophones fréquentent l'école française et plus particulièrement par le biais des classes d'accueil, le premier ministre serait-il en mesure de convaincre ses ministres du bien-fondé de son option Canada?

M. Lévesque (Taillon): Pour ce qui est de la partie hypothétique de la question du député, je

m'abstiendrai de répondre. Pour ce qui est du contrôle, pour répéter le terme presque policier qu'il a employé à propos du Conseil des ministres, quand on est le survivant d'un gouvernement qui est sorti dans l'état qu'on sait en novembre 1976, c'est parler de corde dans la maison du pendu.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, toujours dans le but d'aider le premier ministre, surtout le Québec...

M. Burns: Je n'en doute pas.

M. Levesque (Bonaventure): ...le premier ministre pourrait-il nous expliquer dans ce cas et ce contexte pourquoi il a répété à maintes reprises depuis le dépôt du livre blanc sur la langue, depuis le dépôt du projet de loi no 1 et même depuis l'avènement du projet de loi no 101 qu'il y aura — il l'a dit fréquemment — des changements substantiels dans la loi et qu'il était lui-même tiraillé? Il l'a dit combien de fois. Pourquoi disait-il cela si ce n'était pas sur la clause que vient d'évoquer le député de Marguerite-Bourgeoys?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Pour ce qui est des changements substantiels, j'ai dit et je répète que pour autant qu'il s'agirait de faire plaisir à ceux qui voudraient revenir au libre choix, c'est-à-dire au temps du bill 63, pour autant qu'il s'agirait de plaire à ces gens qui ont leurs échos dans cette Chambre à l'occasion, il est évident que rien ne sera suffisamment substantiel pour leur plaire.

Mais si on exclut cette marge qu'on pourrait appeler, quand même, extrémiste par rapport au contexte québécois, je crois que, de bonne foi on admettra qu'en ce qui concerne la structure, en ce qui concerne certains des amendements qui ont été proposés en passant du projet de loi 1 au projet de loi 101, il y a eu des amendements substantiels.

Pour ce qui est de cette fameuse histoire de la clause Québec-clause Canada, ceux qui voudraient relire le discours de deuxième lecture qui a été prononcé — et le relire avec le soin qu'il mérite — hier par le ministre d'État au développement culturel et parrain du projet de loi 101, verraient peut-être qu'il y a des possibilités d'un ajustement qui pourrait être bon pour le Québec et, éventuellement, pour nos voisins aussi, mais à la condition de se donner la peine de lire avec bonne foi et d'essayer de comprendre ce qu'il y a là.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le premier ministre, M. le Président...

M. Lévesque (Taillon): L'ouverture d'esprit dont on parle depuis le début, elle est là en filigrane.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le

premier ministre indique par là que lorsqu'il s'est dit tiraillé il était tiraillé par cette disposition en particulier? Et deuxièmement, est-ce qu'il soumet la condition faite à un groupe important de citoyens québécois à la volonté exprimée par d'autres gouvernements?

M. Lévesque (Taillon): Quand on parle de perspective d'avenir et qu'on parle d'une association qu'a traitée avec beaucoup de sérieux hier ou avant-hier le député de Marguerite-Bourgeoys, de la même façon qu'elle est considérée avec de plus en plus de sérieux par les gens qui expriment des opinions en ce moment, quand on parle de cette perspective, il est évident qu'il y a un intérêt à ce que s'il y a des ouvertures, elles soient réciproques.

M. Lavoie: J'aurais une courte question additionnelle à poser au premier ministre, M. le Président. Dans sa réponse, tout à l'heure, j'ai remarqué le mot "voisins". Ce qui m'inquiète, c'est l'importance que le premier ministre accorde à l'opinion et à la décision que les Québécois devront rendre à un certain moment lors d'un certain référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec. Quelle importance, quel sérieux accorde-t-il à ce choix des Québécois lorsque, constamment, il parle, en ce qui concerne les gens du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et des autres provinces, déjà, comme voisins et non pas comme concitoyens?

M. Lévesque (Taillon): Je ferai remarquer, puisqu'il s'agit toujours de questions dont le fondement porte sur le domaine de l'éducation — je pense que tous les experts s'accordent là-dessus — qu'il y a des zones de souveraineté déjà acquises, et si on parle d'éducation dans cette perspective, il s'agit du Nouveau-Brunswick qui est souverain en éducation, de l'Ontario qui est souverain en éducation, il ne faudrait pas l'oublier, d'un Québec qui l'est également. Sur ce plan, ce sont nos voisins.

M. Blank: Question supplémentaire. Sur la même question des possibilités d'accords avec les voisins, est-ce que le fait que le premier ministre fasse ces déclarations et que le ministre d'Etat au développement culturel fasse la même déclaration, c'est pour confirmer la déclaration du député de Saint-Jacques, à Edmonton, que ceux qui appartiennent à la minorité anglophone au Québec sont des otages?

M. Charron: M. le Président, je ne veux pas revenir sur cette question. J'ai déjà mille fois répété que cette allégation que fait le député de Saint-Louis n'est aucunement fondée.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Blank: Le député veut-il confirmer cela de son siège?

Le Président: M. le député de Saint-Louis, je m'excuse.

M. le député de Saint-Laurent.

Hôpitaux de Haute-riève et de Baie-Comeau

M. Forget: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il y a quelques semaines, M. Levasseur, le président du conseil d'administration de l'hôpital de Baie-Comeau, a écrit au premier ministre, si l'on en croit au moins les rapports de presse, lui demandant une entrevue. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire s'il a effectivement rencontré ou se propose dans l'avenir immédiat de rencontrer M. Levasseur, soit pour entendre les arguments de ce dernier relativement à la décision que le ministre des Affaires sociales a rendue au printemps quant aux vocations des deux hôpitaux de la région ou au moins pour expliquer au président de cette corporation hospitalière que la décision en question, qu'il conteste de façon énergique, ne revêt pas le caractère assez, évidemment, partisan qu'on veut lui donner dans bien des milieux?

M. Lévesque (Taillon): Je ne sais pas du tout à quoi réfère l'adjectif "partisan" dans ce cas. Je ne me sens aucune partisanerie. J'ai regardé le dossier. Il y a longtemps que ce dossier traîne au sujet de la question de l'expansion Haute-riève, Baie-Comeau. M. Levasseur, en effet, a sollicité une rencontre. Il y a eu un malentendu dans un compte rendu de journal parce que la réponse n'était pas encore partie. M. Levasseur demandait une rencontre sur ce dossier et on lui a transmis une réponse par écrit qui disait simplement — à moins qu'ils n'insistent, ce qui est leur droit et, à ce moment, on ajustera l'ordre du jour — que, pour l'instant, il ne paraissait pas du tout indiqué de tenir une rencontre sur ce sujet parce que cela risquait d'être un déplacement inutile, pour la bonne et simple raison, deuxièmement, qu'ayant connu un peu ce dossier depuis longtemps, l'ayant réévalué de mon mieux, je dois dire que je partage entièrement l'opinion du ministre des Affaires sociales et que je suis entièrement d'accord avec sa décision dans ce cas. S'il n'y a pas d'arguments nouveaux, je soulignais essentiellement que ce serait un déplacement inutile.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Question additionnelle au ministre des Affaires sociales. Le premier ministre dans sa réponse vient d'indiquer qu'il ne sait pas en quoi cette décision est partisane. Je crois que le ministre des Affaires sociales serait peut-être mieux informé sur cette question. Mais, précisément pour dissiper le doute qu'a jeté dans les esprits la façon dont la décision du ministre a été annoncée, est-ce que ce dernier accepterait de convoquer la commission parlementaire des affaires sociales, de façon que toutes les parties impliquées, les

deux corporations hospitalières, le conseil des médecins et dentistes, de même que les conseils régionaux de la santé et des services sociaux et l'Association des hôpitaux fassent les observations sur ce qui est, malgré tout, un précédent important, à savoir un bouleversement complet dans une planification qui était inscrite dans le plan quinquennal du ministère et qui a déjà occasionné des déboursés de plus de \$1 million?

Est-ce que le ministre accepterait, pour faire, justement, éclater au grand jour les arguments de fond sur lesquels il s'est basé plutôt que les arguments partisans qui auraient pu lui être suggérés par le député de Saguenay-Lac-Saint-Jean, de convoquer une telle commission parlementaire?

M. Lessard: Je vous attends. Vous allez voir.

M. Lazure: M. le Président, si le député de Saint-Laurent se plaît à appeler partisane toute décision qui est prise par un gouvernement, il est bien évident qu'il va avoir à employer l'épithète très souvent, parce qu'on a eu, surtout dans le domaine des affaires sociales, à rendre des décisions sur des dossiers, des projets qui étaient à l'étude depuis très longtemps. Il se trouve que la décision qui a été rendue dans le cas des hôpitaux de Haute-riive et Baie-Comeau était contraire à la décision qui avait été prise, sans être finale, par le gouvernement antérieur. Ceci n'est pas un précédent. En 1970, par exemple — le député de Saint-Laurent le sait fort bien, puisqu'il était fonctionnaire, à l'époque, au ministère des Affaires sociales — il y a eu moult renversements de décisions quant à la construction d'hôpitaux, quant à l'agrandissement d'hôpitaux, et vous le savez fort bien.

Il n'est pas nécessaire d'avoir une commission parlementaire sur une décision aussi normale que celle-là. A ce moment-là, je pense que c'est dévaloriser le rôle des commissions parlementaires. Nous avons exposé, dans un communiqué, toutes les raisons qui nous ont amenés à prendre cette décision. Le député de Saint-Laurent et les autres députés pourront consulter ce communiqué.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: Une question supplémentaire, M. le Président. Le ministre, dans sa réponse, suggère que la décision du gouvernement précédent n'était pas définitive. Sur quel élément se base-t-il pour faire une telle affirmation puisqu'il est de notoriété publique, je pense, que plus de \$1 million ont déjà été engagés non seulement de frais par le gouvernement provincial, mais également par des organismes sociaux, des organismes municipaux de la région pour la réalisation d'une décision qui remonte à déjà plus de deux ans.

M. Lazure: M. le Président, il y avait eu des autorisations, que j'appellerais d'étapes, comme c'est normal de le faire, autorisation, par exemple, d'engager des professionnels; et le député de Saint-Laurent fait allusion aux honoraires de professionnels, mais il n'y avait pas eu le feu vert final

pour le début des travaux. C'est à cela que je fais allusion.

Le Président: Une dernière question, M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: M. le Président, sur un point de détail, il reste que le ministre donne une indication qui est partiellement erronée à la Chambre, puisque des dépenses ont effectivement été faites dans la brique et le béton, relativement au Centre médical de Baie-Comeau qui faisait partie du programme d'envergure et dont il n'a plus son sens, étant donné la nouvelle décision prise par le ministère.

Une dernière question, M. le Président, adressée, cette fois-ci, au député de Saguenay, qui a déclaré, en février...

M. Lazure: M. le Président, simplement pour corriger l'affirmation, puisque ce n'est pas une question, que le député de Saint-Laurent fait. M. le député de Saint-Laurent fait allusion à la construction d'un stationnement sur les terrains de l'hôpital Baie-Comeau et ce terrain de stationnement allait être construit de toute façon. Il n'était pas exclusivement et entièrement rattaché au projet de rénovation de l'hôpital.

M. Forget: Quoi qu'il en soit, il y a plusieurs détails que le ministre omet de mentionner dans sa réponse, mais je ne veux pas m'étendre sur des aspects techniques.

M. Lazure: Faites-le, on pourrait répondre. Voyons donc!

M. Forget: Je voudrais savoir du ministre des Transports, qui est également député dans la région et qui a eu beaucoup à faire, si je comprends bien, dans la décision du ministre des Affaires sociales, s'il a quelque chose à redire à cette décision au sujet de laquelle il déclarait, en février, qu'il n'accepterait jamais une décision du ministère qui donnerait moins de 300 lits à la région, alors que la décision de son collègue, annoncée en juin n'en donne que 241, par rapport à 250, dans celle qui a été renversée.

M. Lessard: M. le Président, j'avais hâte qu'on précise en quel sens cette décision était partisane et je me serais levé sur une question de privilège.

Il est vrai que j'ai demandé au ministre des Affaires sociales de reconsidérer ou de réétudier cette question. Si je m'étais rallié à la décision qui avait été prise par l'ancien gouvernement, c'est que je constatais que, malgré les arguments qu'on pouvait faire valoir pour modifier cette décision, l'ancien gouvernement était aux prises avec l'influence de compagnies qui avaient amené cette décision.

M. le Président, je dis et je répète que l'ancien ministre des Affaires sociales avait limité véritablement les besoins d'une population pour justifier une décision en indiquant qu'il avait l'intention

de limiter le nombre de lits à 250, alors que les besoins de la population étaient de 294.

J'ai l'engagement, dans une deuxième étape, du ministre des Affaires sociales de répondre à cette deuxième étape. Or, par la décision de l'ancien ministre des Affaires sociales, on gelait littéralement le développement futur hospitalier de la région parce qu'à moins de faire des dépenses exorbitantes comme vous en avez faites dans les Olympiques il était difficile de débloquent le service hospitalier à l'hôpital de Baie-Comeau, comme vous l'aviez décidé antérieurement. L'important c'est d'avoir des services hospitaliers et non pas d'avoir un hôpital à côté de la maison chez nous.

M. Forget: M. le Président, je m'en veux d'insister mais il demeure que le ministre n'a pas répondu à la question qui était: Comment se fait-il qu'ayant protesté contre une décision qui donnait 250 lits à la région il accepte maintenant une deuxième décision qui en donne 241? Il n'a pas répondu à la question, et son allusion à des décisions futures n'est pas une réponse. C'est une très faible...

M. Brochu: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Brochu: Question de règlement, M. le Président. D'abord, c'est qu'on s'aventure sur une voie dangereuse actuellement avec une série de questions additionnelles, et le député a plutôt fait un mini-discours plutôt qu'une question additionnelle. Je vous rappellerai qu'il serait peut-être le temps pour l'Union Nationale de poser une question.

Le Président: M. le député de Richmond, les droits de votre parti seront respectés, ne vous inquiétez pas.

Y a-t-il une réponse à ajouter, M. le ministre. Très brièvement.

M. Lessard: M. le Président, je précise qu'il y avait une première étape dans la décision du ministre des Affaires sociales, à savoir concrétiser des vocations hospitalières et éviter qu'on ait deux hôpitaux parallèles. Cela est la première étape.

Il y a la deuxième étape, à savoir correspondre aux besoins d'une population qui a besoin de services hospitaliers. Or, la décision de l'ancien gouvernement ne permettait pas, à moins de dépenses exorbitantes, de donner ces services hospitaliers à l'ensemble d'une population.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

Destruction des terres agricoles

M. Dubois: Ma question se dirige vers le ministre délégué à l'environnement.

Le ministre est-il au courant du problème d'environnement et de destruction systématique des terres arables de Saint-Michel, dans mon

comté de Huntingdon? Si oui, qu'entend-il faire dans l'immédiat pour arrêter ce massacre de nos plus précieuses richesses?

M. Léger: M. le Président, j'ai, à la suite de l'information que j'ai obtenue hier, envoyé un inspecteur sur les lieux pour voir l'état de la situation et je peux, partiellement, donner une réponse à sa préoccupation.

La première c'est que le maire de cette municipalité veut nécessairement protéger les terres arables de sa municipalité et éviter aussi que les sablières qu'il y a dans son comté prennent des proportions au détriment des terres arables.

Cependant, je ferai remarquer que c'est le problème de plusieurs municipalités du Québec qui n'ont pas encore assumé leur responsabilité de décréter un règlement de zonage pour éviter les situations que nous voyons là. C'est le cas actuellement de la municipalité de Saint-Michel-de-Napierville, où il n'y avait pas de règlement de zonage.

J'ai envoyé hier un représentant de mon ministère pour les aider à préparer un règlement de zonage pour éviter, à l'avenir, ce qui pourrait se passer.

Au niveau provincial, le règlement sur les carrières et les sablières a franchi, cette semaine, une étape importante, c'est-à-dire qu'il a obtenu l'approbation du COMPA, du comité ministériel de l'aménagement du territoire et sera présenté très bientôt au Conseil des ministres. Ceci nous permettra de régler le problème des futures sablières et des futures carrières. En même temps, pour les anciennes, nous pourrions contrôler les problèmes et de la pollution de l'eau et de l'air et des ondes sismiques.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: Il y a quelque temps je faisais part au ministre de l'Agriculture d'un problème identique dans Saint-Dominique, comté de Saint-Hyacinthe. Je ne sais pas ce qui s'est fait depuis ce temps, et le ministre de l'Agriculture n'était pas présent au début de ma question. Vis-à-vis des terres agricoles, serait-il possible que le ministre délégué à l'environnement dépose à cette Assemblée un projet de loi très simple visant strictement à empêcher la destruction des terres agricoles? Je présume que toute la Chambre serait unanime sur un tel projet de loi qui serait simple et qui toucherait strictement les terres agricoles.

Je pense qu'on vit ce problème depuis plusieurs années et personne n'a jamais pris position précisément. En plus, je crois que le Parti québécois, lors des élections, a fait des promesses et des promesses qu'on avait qualifiées d'impératives. Je pense donc qu'il est temps qu'on agisse.

M. Léger: Est-ce que c'est une question que vous posez au ministre de l'Agriculture ou à celui qui est responsable de l'environnement, parce que cela se touche de très près? La question de la qualité de l'environnement, parfois, va toucher le problème du secteur agricole. Maintenant, je ne sais

pas si c'est une question... Voulez-vous reformuler votre question, je ne la saisis pas.

M. Dubois: Je vais poser la question d'abord au ministre de l'Agriculture. Qu'est-ce qu'il va faire avec le cas que j'ai soulevé, de Saint-Dominique, comté de Saint-Hyacinthe?

M. Picotte: Qu'il réponde.

M. Dubois: J'ai soulevé le cas de Saint-Dominique, comté de Saint-Hyacinthe, une des plus belles terres noires du Québec qui est disparue présentement; je vous en ai parlé. Je me demande ce qui a été fait depuis ce temps. Cela fait deux mois.

M. Garon: C'est un des nombreux domaines, M. le Président, où le gouvernement aurait dû légiférer il y a de nombreuses années puis n'a pas légiféré. On est en train de travailler actuellement sur une loi pour la protection des terres agricoles et j'espère pouvoir la déposer au cours de l'automne. Cela aurait dû se faire depuis des dizaines d'années. Il n'y a rien eu de fait au Québec.

Le Président: M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: M. le Président, au ministre délégué à l'environnement, au sujet des sablières, vous avez dit que le projet de loi avance. Est-ce qu'on peut savoir si vous avez l'intention de déposer ce projet de loi au cours de la présente session, parce qu'effectivement, dans le comté de Verchères, à Saint-Amable, vous êtes au courant, il y a des problèmes semblables. Dans ce cas, la municipalité a pris des mesures a adopté un règlement de zonage, mais le problème c'est que les petites municipalités n'ont pas les reins suffisamment solides comparativement à l'Etat.

M. Léger: M. le Président, ce n'est pas un projet de loi, c'est un règlement qui découlera justement de la loi 34 sur l'environnement. Comme je le disais tantôt, ce règlement, normalement, devrait passer l'étape définitive dans les prochaines semaines.

Le Président: M. le député de Champlain.

M. Gagnon: Une question accessoire, M. le Président. Je voudrais savoir aussi du ministre délégué à l'environnement si, à la suite de plaintes venant de la classe agricole, de l'UPA, il peut créer un moratoire sur les poursuites auxquelles fait face actuellement la classe agricole, face aux problèmes des règlements sur l'environnement. On nous dit que ces règlements ne sont pas encore terminés, font l'objet de négociations avec l'UPA. Je voudrais savoir s'il y aurait possibilité temporairement d'arrêter les poursuites dans ce domaine.

M. Léger: M. le Président, le problème que soulève le député de Champlain est très complexe, parce que le problème de l'élevage, c'est-à-dire

l'industrie de l'élevage du porc au Québec est une industrie qui a pris des proportions absolument inattendues. On est rendu maintenant à près de 20 000 producteurs agricoles au Québec, ce qui n'était pas le cas avant. Le ministre de l'Agriculture dit que j'exagère un peu, mais à peine. Le problème majeur, c'est que quand les éleveurs de porcs avaient uniquement 200 à 400 bêtes, le problème de l'environnement et des déchets provenant de cette industrie était à peine perceptible puisque les cultivateurs récupéraient eux-mêmes les déchets pour en faire du fumier et que cet engrais était épandu sur les terres.

Aujourd'hui, on est rendu maintenant avec des permis qu'on donne à des éleveurs de 2000, 4000 et 5000 têtes, ce qui fait que cette concentration amène un déversement tellement énorme que le problème de la pollution est très grave. On peut même dire aujourd'hui que l'industrie agro-alimentaire dans sa totalité pollue au Québec pour une population de 25 millions d'habitants. C'est donc dire que c'est un problème majeur et le fait de dire qu'on imposerait un moratoire...

Le Président: M. le ministre, je dois vous demander de conclure s'il vous plaît.

M. Léger: M. le Président, je pense qu'il est impensable d'imposer un moratoire pour arrêter les poursuites. Ce qu'il faut actuellement, c'est donner des permis à ceux qui le demandent.

Avec le personnel limité que j'ai, quand même. Ceux-là l'ont en proportion de 9 sur 10, mais ceux qui sont poursuivis actuellement, c'est soit parce qu'ils n'ont pas de permis, soit parce qu'ils polluent. Nous devons sévir actuellement. Maintenant, je ne pense pas qu'il y ait plus de zèle qu'il ne faut de ce côté.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

Fuite de capitaux vers les Etats-Unis

M. Lavoie: M. le Président, j'aurais une question à poser au ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. Les journaux nous rapportent que le Centre d'assistance technique de l'université de l'Etat de New York, à Plattsburg, fournit des indicateurs bancaires dans le comté de Clinton, dans l'Etat de New York, qui démontrent un accroissement significatif du flot des capitaux du Québec vers la région de Plattsburg au moment de la prise du pouvoir par le Parti québécois, le 15 novembre dernier. Plus loin, leur affirmation est tout à fait catégorique et on avance des montants de l'ordre de \$500 millions uniquement dans des banques frontalières, dans la région de Plattsburg, de capitaux venant du Québec, de capitaux d'épargne du Québec. Est-ce que les renseignements que le ministre aurait pu obtenir de ses fonctionnaires lui permettent de confirmer ou de nier cette information?

Mme Payette: Ni l'un ni l'autre, M. le Président.

M. Lavoie: Ni l'un, ni l'autre?

M. Levesque (Bonaventure): Ni l'un ni l'autre quoi?

M. Raynauld: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député d'Outremont.

M. Raynauld: Question additionnelle là-dessus. Je pense qu'il s'agit d'un problème qui est très sérieux parce que les rumeurs sont souvent plus dangereuses que la vérité.

Le Président: M. le député, pourrais-je vous demander de formuler votre question, s'il vous plaît?

M. Raynauld: Je voulais simplement dire là-dessus que, s'il y avait des informations dont le gouvernement pouvait disposer, est-ce qu'il ne serait pas possible qu'elles soient déposées pour faire taire ces rumeurs si elles ne sont pas fondées? Je pourrais peut-être adresser ma question soit au ministre des Consommateurs, soit au ministre des Finances, parce qu'il se peut que cette information existe ailleurs que dans son ministère.

Mme Payette: Le député d'Outremont a bien dit qu'il s'agissait de rumeurs et je me vois dans l'obligation de dire qu'il est difficile de nier ou de confirmer des rumeurs. Si nous disposons de renseignements sérieux à cet égard, il me fera plaisir de déposer des documents.

M. Lavoie: Question additionnelle, M. le Président. D'après les renseignements que j'ai...

Le Président: Je pense que personne n'aura d'objection à ce que le ministre des Finances complète brièvement.

M. Parizeau: Si je comprends bien, M. le Président, le député d'Outremont adressait sa question à l'un ou l'autre des deux ministres ou aux deux.

La question qui est soulevée par le député d'Outremont confronte non seulement le gouvernement du Québec, mais le gouvernement fédéral depuis fort longtemps et nous n'avons à peu près aucun renseignement précis sur cela pour des raisons évidentes. A ma connaissance, la première grande vague, dans les régions frontalières, d'ouvertures de coffres bancaires appartenant à des Canadiens ou à des Québécois s'est faite en 1972 non pas à l'occasion de l'apparition de mouvements, comment dire, politiques que certains pourraient considérer comme dangereux, mais à l'occasion de la réforme fiscale de M. Benson. A partir du moment où on réserve des coffres en banque en prévision d'une réforme fiscale, on comprendra que les gouvernements ne sont pas exactement les premiers renseignés. A ma connaissance, rien n'est changé quant à l'ignorance qu'on a de ce genre de mouvement. Je ter-

minerai en disant ceci: S'il y en a que ces questions peuvent temporairement énerver, il reste que le genre de confiance qu'à l'heure actuelle la plupart des investisseurs, dans un très grand nombre de pays, manifestent à l'égard des obligations que le gouvernement du Québec émet, je pense, devrait mettre fin aux rumeurs et atténuer les peurs.

Le Président: Une dernière question, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Les renseignements que les journaux nous fournissent ne font pas l'objet de rumeurs. Les renseignements que j'ai fournis viennent de l'université de l'Etat de New York, à Plattsburg.

Il s'agit du comté de Clinton dans l'Etat de New York. Il serait facile pour le ministre de faire une enquête sur cette question. J'aimerais savoir si elle est d'accord pour qu'une enquête soit ouverte, que les renseignements soient obtenus de la part des fonctionnaires et qu'un rapport soit fourni à l'Assemblée.

Deuxièmement, je voudrais rétablir les faits. Il ne s'agit pas de coffres de sûreté, mais de comptes d'épargne.

Le dernier volet de ma question additionnelle est celui-ci? Dans l'éventualité que le Québec obtiendrait des pouvoirs accrus, lors des négociations avec le gouvernement fédéral pour obtenir une juridiction accrue soit dans le domaine bancaire ou autre, est-ce que le ministre des Institutions financières ou un autre ministre serait favorable à la création d'un office des changes pour empêcher l'exode de montants aussi importants de capitaux?

Mme Payette: M. le Président...

M. Lévesque (Taillon): ... les influences Européennes.

Mme Payette: ... à la première question, la réponse est: Si c'est faisable, nous le ferons. A la deuxième: Chaque chose en son temps.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

Aide aux organismes de coopération internationale

M. Goulet: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Affaires intergouvernementales. Suite au mémoire que l'Association québécoise des organismes de coopération internationale a soumis au ministre, il y a quelques semaines, le ministre est-il en mesure de nous livrer sa pensée ou sa politique dans le domaine du développement international?

Le Président: M. le député de Bellechasse, pourriez-vous préciser davantage votre question?

M. Goulet: Certainement, M. le Président. Je voudrais savoir si le ministre a l'intention de donner suite à l'une des six recommandations de l'as-

sociation, soit, par exemple, de mettre à sa disposition, la somme d'un million par année. Sinon, quelle aide le gouvernement entend-il apporter à cet organisme, afin qu'il puisse assurer le financement de ses projets? Est-ce plus concret, M. le Président?

Le Président: Très bien. Merci, M. le député de Bellechasse.

M. Morin (Louis-Hébert): M. le Président, j'aime mieux cette question que l'autre; parce que, tout à l'heure, j'aurais été un peu obligé de réaliser un tour de force, comme celui de résumer la Bible au verso d'un timbre-poste.

J'ai reçu le mémoire de l'association en question, il y a quelques semaines. Nous en avons accusé réception. C'est un mémoire substantiel et dans lequel il y a beaucoup de recommandations pratiques, mais dans lequel aussi, comme le député vient de le mentionner, il y a une demande de \$1 million. Je suis le voisin du ministre des Finances. Il n'est pas encore au courant de cette demande.

M. Parizeau: Je suis tout ouïe.

M. Morin (Louis-Hébert): Il reste, cependant, que nous sommes en train, au ministère, au moment où on se parle, d'étudier le mémoire. Je ne sais pas si on peut donner suite à une telle demande de \$1 million. Il y a cependant une chose que je voudrais mentionner, en profitant de la question qui m'est formulée, pour dire que le gouvernement fédéral, par l'Agence canadienne de développement international, dépense actuellement des centaines de millions de dollars à l'étranger. Il ne faut jamais oublier qu'en gros, un quart de ces centaines de millions de dollars viennent du Québec. En outre l'aide extérieure canadienne est souvent donnée sous la forme de personnel et de technique qui viennent du Québec. Une des choses auxquelles on tient beaucoup au ministère, cela a déjà été une préoccupation du ministère avant que j'y arrive, c'est de faire en sorte qu'à l'extérieur, ceux qui bénéficient de cette collaboration canadienne sachent qu'en fait cette collaboration et cette aide leur sont possibles à cause du Québec et que nous devons y participer plus directement et plus pleinement.

Cela étant dit, nous continuons à étudier le mémoire qui nous a été soumis. Les personnes qui l'ont préparé auront une réponse de notre part. Quant au million de dollars, il y a une difficulté que je qualifierais de financière.

Le Président: M. le député de Bellechasse.

M. Goulet: Une courte additionnelle, M. le Président. J'aimerais savoir si j'ai bien compris, lorsque le ministre a dit qu'au lieu de donner de l'argent, nous donnons déjà du personnel et de l'aide technique, et nous préférons en donner davantage. Est-ce le sens de sa réponse?

M. Morin (Louis-Hébert): Non, ce n'est pas ce

que j'ai dit. J'ai profité de votre question pour préciser une chose qui n'est pas assez connue, à savoir que dans les centaines de millions de dollars d'aide que nous donnons à l'étranger, au Canada, il y en a quand même plusieurs millions qui viennent du Québec. C'est que j'ai voulu dire. Ce n'est pas un commentaire sur le contenu de notre réponse à l'association.

Le Président: M. le député d'Orford.

Application du décret concernant les marchands d'automobiles

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, c'est une question principale que j'adresse au ministre du Travail. Est-ce qu'il est exact que le gouvernement a l'intention d'imposer le décret des marchands d'automobiles aux petits garagistes de la région des Cantons-de-l'Est?

M. Johnson: M. le Président, la question du décret des garagistes, en ce moment, fait beaucoup travailler mes fonctionnaires. Je suis sûr que le député d'Orford est au courant qu'une série d'employés de garage, entre autres du Bas-du-Fleuve, ont revendiqué récemment de ne pas être soumis à ce décret, et la chose est à l'étude au ministère.

M. le Président, si je peux me permettre de profiter de l'occasion pour répondre à la question du député d'Orford qu'il me posait hier, étant donné que je suis debout...

Le Président: Par mesure d'exception, je pense qu'il y aurait consentement pour que vous puissiez le faire, s'il y a consentement.

M. Johnson: ...à moins qu'il y ait une question. Au sujet de Butterfield Division...

M. Vaillancourt (Orford): J'aurais une question additionnelle pour finir sur ce sujet. Advenant que ce décret soit imposé aux petits garagistes, est-ce qu'ils vont être consultés, au moins? On se plaint qu'ils n'ont pas le droit de parole, que le gouvernement est à le leur imposer sans les consulter.

M. Johnson: M. le Président, je peux assurer le député d'Orford et les petits garagistes que mon ministère sera évidemment prêt à entendre les représentations de l'ensemble des gens qui sont impliqués au niveau du décret.

Grève à Rock Island

En ce qui a trait à la question de Butterfield Division of Litton Business Systems of Canada Limited, de Rock Island, dans laquelle M. Crevier agit comme conciliateur, qui est un conflit qui dure depuis maintenant 69 jours, on m'a fait rapport ce matin qu'il s'agit, entre autres, d'une clause fondamentale sur la durée du contrat qui oppose les parties. Étant donné la période des vacances, malgré les efforts du conciliateur, on a un

peu de difficulté à amener les parties à la table. Mais il semble que ce soit essentiellement dû au phénomène des vacances, car, vous savez, il y a au Québec des gens qui prennent des vacances.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

Association des policiers du Québec

M. Fontaine: M. le Président, j'ai une question au ministre de la Justice. Le ministre de la Justice a-t-il pris connaissance de la déclaration faite par un membre actif de l'Association des policiers du Québec, en ce sens que ladite association serait en train de préparer un genre d'insurrection? Si oui, le ministre a-t-il pu vérifier cette affirmation et fait-il enquête à ce sujet?

M. Bédard: M. le Président, il s'agit d'un entrefilet de journal qui reflète une opinion anonyme d'un policier. Je n'ai pas l'intention de commenter sauf de dire que tous mes renseignements indiquent le contraire. Ma conviction est que les policiers du Québec sont très respectueux de leurs responsabilités envers les Québécois d'assurer le maintien de l'ordre et de la paix publics, et que les policiers aussi sont désireux de faire partie d'un corps policier respectable et respecté. Il n'y a vraiment pas de fondement à cette nouvelle.

Le Président: M. le député de Jacques-Cartier.

Assurance-automobile

M. Saint-Germain: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières. On nous a rapporté, par les journaux de ce matin, que les services juridiques de Me François Aquin, avocat bien connu de Montréal, avaient été retenus en vue de la rédaction du projet de loi sur l'assurance-automobile. Ma question est à deux volets. Premièrement, cette rumeur est-elle fondée? Et, deuxièmement, sur quel barème a-t-on engagé Me Aquin?

Mme Payette: Oui, M. le Président, cette rumeur est confirmée. Il ne s'agit pas de la rédaction du projet de loi mais bien d'une dernière vérification sur le plan légal de ce projet de loi. Cette mesure a été rendue obligatoire à cause du décès de celui dont les services avaient été retenus au préalable, M. Yves Caron, pour la rédaction du projet de loi.

M. Saint-Germain: Question additionnelle, M. le Président. Est-ce que cet engagement ne va pas à rencontre de la déclaration du ministre de la Justice, qui a bien dit publiquement qu'on ne ferait plus appel, ou le moins possible, aux avocats en dehors des différents ministères pour de tels travaux?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Comme vous le dites, dans ma déclaration j'avais dit qu'on ferait appel le moins possible; c'est ce que nous faisons. Lors de l'étude des crédits du ministère de la Justice, les membres de la commission ont été à même de constater jusqu'à quel point le nombre de mandats donnés à des avocats de l'extérieur du contentieux du gouvernement était très limité.

M. Levesque (Bonaventure): Il n'y avait pas au ministère de la Justice de juriste suffisamment compétent pour faire le travail.

Mme Payette: M. le Président, si vous me permettez une réponse, ce n'est pas qu'il n'y a pas de juriste suffisamment compétent, c'est qu'il y a des échéanciers à respecter et je dois vous avouer que le décès de M. Caron nous a laissés dans une situation assez difficile à ce niveau.

Le Président: M. le député de Richmond.

Exploitation d'un gisement d'amiante en Abitibi

M. Brochu: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Richesses naturelles. Cela va lui permettre de faire un petit peu d'exercice pendant la période des questions. Je reviens sur une question que j'avais préalablement adressée au premier ministre. Est-ce que le ministre peut confirmer ou infirmer la nouvelle à l'effet que le ministère des Richesses naturelles aurait donné ordre à la Société de développement de la baie James de cesser ses pourparlers en cours avec la compagnie Brinco Ltée, en ce qui a trait à son intention de s'impliquer dans le développement du gisement d'Amiante Abitibi au nord d'Amos?

Le Président: M. le ministre des Terres et Forêts.

M. Bérubé: M. le Président, le ministère des Richesses naturelles et le ministre, d'ailleurs, des Richesses naturelles n'a pas d'ordre à donner à la Société de développement de la baie James qui relève du ministre délégué à l'énergie, d'une part. D'autre part, effectivement, il y a eu une correspondance qui a été échangée avec la société nous demandant, en particulier, quelle était la position du ministère relativement à sa politique de l'amiante. Nous avons dû lui faire savoir que celle-ci était présentement en voie d'élaboration; que cette politique incluait également une approche gouvernementale vis-à-vis du développement de nouveaux gisements, et que nous suggérons d'attendre peut-être la publication de cette politique avant de s'engager plus avant.

M. Brochu: Question additionnelle, M. le Président. Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui s'il est exact qu'une des responsabilités de la future société d'exploitation minière, que le ministre entend, d'ailleurs, mettre sur pied à l'automne, je pense, sera un pouvoir d'intervention directe dans

ce domaine et qu'une de ses responsabilités sera justement une prise de position dans le dossier précis d'Amiante Abitibi?

M. Bérubé: M. le Président, effectivement j'ai également lu cet article où j'ai retrouvé une collection absolument invraisemblable de toutes les hypothèses permettant aux journalistes, sans doute, d'aller à la pêche. Malheureusement, il me faut souligner que je n'ai pas présentement, absolument pas d'ailleurs, l'intention de favoriser la création d'une nouvelle société d'Etat. Je dois donc, malheureusement, infirmer cette nouvelle parue dans le journal.

M. Brochu: Est-ce que le ministre, en dernière question additionnelle, pourrait nous indiquer si la suspension de cette décision et la situation relativement à Amiante Abitibi seraient reliées directement au fait de l'éventuelle politique de transformation de l'amiante sur place, et est-ce que cette décision serait déjà prise sans être annoncée?

M. Bérubé: Non, M. le Président, je dois vous dire que la politique de l'amiante n'a pas été arrêtée. Un schéma de politique a été accepté. Des études sont pour ainsi dire terminées présentement. Je dois même dire qu'elles sont terminées. Elles devront être soumises au Conseil des ministres avant qu'elles soient publiées. Ce n'est pas donc dans le cadre d'une politique qui était adoptée à ce moment que nous avons fait cette recommandation. Nous avons fait cette recommandation à la société simplement sur la base que, comme nous étions à réévaluer l'ensemble de la situation, nous croyons plus sage qu'une société d'Etat ne s'engage pas de façon irréversible alors que le gouvernement est en voie d'élaborer une politique.

Le Président: M. le ministre des Terres et Forêts, pour terminer la période des questions, est-ce que je pourrais vous inviter à répondre à la question à laquelle vous vouliez répondre, la question qui émanait de M. le député de Mégantic-Compton?

M. Bérubé: M. le Président, malheureusement, le dossier qui est présentement en préparation n'est pas prêt; je devrai attendre encore, sans doute, une journée ou deux avant de pouvoir présenter la réponse.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee, si la question est très courte, je vais l'autoriser.

Immunisations contre la grippe

M. Goldbloom: Elle est relativement courte, M. le Président, et elle s'adresse au ministre des Affaires sociales. C'est à l'automne que l'on doit, normalement, procéder à des immunisations contre la grippe si c'est la politique décidée par le gouvernement, d'une part, et les professions de la santé, d'autre part. En décembre, le ministre a in-

diqué la décision du gouvernement de ne plus continuer ces immunisations à cause de certains cas de paralysie. Depuis lors, il y a des organismes qui recommandent de recommencer. J'aimerais savoir quelle est l'intention du ministre quant à cet automne.

M. Lazure: M. le Président, très brièvement, la question est encore à l'étude. Aussitôt que nous en serons arrivés à une décision j'en informerai cette Assemblée.

Le Président: Fin de la période des questions.

Rectification sur la mention d'un député

M. Burns: M. le Président, avant de répondre à un certain nombre de questions, je demanderais la collaboration de la Chambre pour me permettre de rectifier une erreur que j'ai, par inadvertance, commise à l'Assemblée. En fait, le fond de cette information a été soumis hier soir au cours du mini-débat en réponse à une question au nom du ministre des Transports. Parmi les députés que je mentionnais, qui étaient, de façon régulière, intervenus auprès du ministre des Transports, je parlais du député de Nicolet-Yamaska, qui est un bon ami, il n'y a pas de problème. Malheureusement, à ce moment-là, je voulais parler du député d'Arthabaska et je voudrais, M. le Président, si tout le monde comprend le sens de mon intervention, que le journal des Débats soit modifié en conséquence.

Remarquez que j'aurais peut-être dû faire une motion de fond à cet égard, mais cela m'apparaît tellement une chose normale qu'on reconnaisse le fait, vu que le député d'Arthabaska est celui qui mène le dossier relativement à l'autoroute no 55, que c'était le premier que je nommais, mais, encore une fois, par inadvertance, je l'ai désigné comme étant le député de Nicolet-Yamaska. Je vous demanderais s'il ne serait pas normal que l'ensemble de la Chambre dise tout simplement qu'hier, lorsque je parlais du député de Nicolet-Yamaska, je parlais du député d'Arthabaska.

M. Brochu: M. le Président, étant donné que c'était ma motion...

Le Président: Un instant, M. le député de Richmond.

M. Burns: Je m'excuse auprès du député de Richmond. Il y a une question qui m'est posée par le chef de l'Opposition. Je n'ai pas eu personnellement de représentation du député d'Arthabaska. Cependant, on m'a signalé — d'ailleurs, c'est le député de Trois-Rivières qui a signalé mon erreur — que j'étais en train de parler d'un député qui avait peut-être un intérêt dans ce dossier, puisqu'il est de la région de la Mauricie également, sauf que je connais l'intérêt particulier du député d'Arthabaska pour ce dossier relatif à l'autoroute 55. Je me sens profondément peiné d'avoir fait ce lapsus et je ne vois pas pourquoi le député

d'Arthabaska en subirait les conséquences. C'est ce pourquoi je voulais faire cette correction.

M. Brochu: M. le Président, sur la proposition du leader du gouvernement, je n'ai vraiment aucune objection, puisque le député d'Arthabaska avait indiqué vraiment son intention de travailler dans ce dossier, même si le dossier n'a pas tellement évolué depuis ce temps-là. J'aimerais, cependant, que le leader du gouvernement ne retire pas tout simplement le nom du député de Nicolet-Yamaska pour le remplacer par celui d'Arthabaska, mais qu'il veuille simplement ajouter le nom du député d'Arthabaska à celui du député de Nicolet-Yamaska, qui est un travailleur acharné au niveau de la réalisation de ce dossier pour compléter l'autoroute transquébécoise dans les Cantons de l'Est, qui est, comme le sait d'ailleurs très bien le leader du gouvernement, une grande priorité reconnue avant le 15 novembre et oubliée après.

M. Lavoie: M. le Président, non seulement nous allons donner notre acquiescement à cette modification, étant donné que nous sommes dans les délais d'impression du journal des Débats, mais, en plus, je voudrais d'une manière particulière féliciter le leader parlementaire du gouvernement pour sa tenue vestimentaire, surtout depuis qu'il a changé de cravate avec le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Burns: Je n'ai pas d'objection à ce que le député de Nicolet-Yamaska, que j'ai mentionné hier, garde son nom dans cette liste de députés que je savais très intéressés à voir faire ces changements, mais je voudrais quand même que le député d'Arthabaska apparaisse dans cette liste de députés que je mentionnais hier soir comme étant des députés très intéressés à ce que le projet puisse être mis en application le plus rapidement possible. Alors, M. le Président, si je comprends bien, j'ai le consentement de la Chambre.

Le Président: Compte tenu du consentement qu'il y a, je verrai à ce que les modifications soient faites au journal des Débats.

DÉPÔT DE DOCUMENTS (suite)

Renseignements concernant le personnel de cinq ministères

M. Burns: M. le Président, avant de répondre à quelques questions, à la suite de nombreuses questions qui ont été posées par le député de Rouyn-Noranda et surtout à sa demande, à la suite de nouvelles questions pour préciser un certain nombre de choses, comme je l'ai fait pour tous les ministres, je voudrais déposer pour cinq ministères dont la classe et l'échelon n'apparaissaient pas au premier document concernant le personnel, des renseignements additionnels concernant cette question.

Il s'agit des ministères des Richesses naturel-

les, des Terres et Forêts, de la Fonction publique, de l'Immigration, de l'Industrie et du Commerce. Je dépose au nom de ces ministères ce document.

Document déposé.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Je pense bien qu'il y a consentement pour que le document soit reçu.

Document déposé.

M. Brochu: D'accord.

Questions inscrites au feuillet

M. Burns: Egalement, nous avons quelques questions auxquelles nous avons l'intention de donner réponses. Question no 1.

M. Lavoie: Vous n'êtes que trois pour répondre.

M. Burns: Ce n'est pas si mal, j'ai vu cela pendant quatre ans.

Le Vice-Président (M. Cardinal): A l'ordre, s'il vous plaît, M. le leader du gouvernement!

M. Burns: Question de M. Goldbloom, réponse de M. Léger; mais, M. le Président, je ferais motion pour que cette question soit transformée en dépôt de document.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Cette motion serait-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Adopté.

M. Burns: Dépôt de document par M. Léger.

M. Léger: Document déposé.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Dépôt reçu.

M. Burns: Article 20, il s'agit d'une question de M. Vaillancourt (Orford), réponse de M. Lessard, (voir annexe)

Le Vice-Président (M. Cardinal): M. le ministre.

M. Lessard: Répondu.

Le Vice-Président (M. Cardinal): C'est lu, mais ce n'est pas répondu.

M. Charron: Je ne l'ai pas encore trouvé en tout cas, il est épais un peu...

M. Lessard: Répondu, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Merci, M. le leader du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, article 49, il s'agit d'une question de M. Gratton, réponse de Mme Payette.

Mme Payette: M. le Président, je lui ai répondu. (voir annexe)

M. Burns: M. le Président, à l'article 89, il s'agit d'une motion de Mme Lavoie-Roux, dépôt de document par M. Laurin.

M. Laurin: Document déposé.

Le Vice-Président (M. Cardinal): M. le ministre ce serait mieux à votre fauteuil.

M. Laurin: Document déposé.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Dépôt reçu.

M. Burns: M. le Président, j'oubliais, à l'article 71, nous avons une question de M. Gameau et une réponse de M. Parizeau.

M. Parizeau: Lu et répondu, M. le Président, (voir annexe)

M. Burns: Sur ce, M. le Président, je fais motion que la commission des Affaires municipales poursuive l'examen des projets de loi qui lui a été confié hier et qu'elle puisse poursuivre ses travaux immédiatement à la salle 81-A.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Cette motion est-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Adopté.

M. Forget: En vertu de l'article 34, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Cardinal): Oui, M. le député.

M. Forget: Le ministre de la Justice vient de déposer en première lecture un projet de loi; or, il apparaît que dans ce projet de loi, pour la compréhension de trois articles de ce projet de loi, il est nécessaire de faire référence à un document qui n'est pas fourni à l'Assemblée, un document notarié, contenant les termes d'une entente entre la ville et l'association de protection des policiers.

Le gouvernement a-t-il l'intention, bien avant l'étude en deuxième lecture de ce projet, de déposer le texte de cette entente notariée?

M. Burns: Oui.

Motion de M. Jean-Noël Lavoie sur la tenue du référendum sur l'indépendance du Québec (suite)

Le Vice-Président (M. Cardinal): S'il n'y a plus d'autres questions en vertu de l'article 34, nous

repreons pour le deuxième mercredi, le débat sur la motion de M. le député de Laval, leader de l'Opposition officielle, qui se lit comme suit: Que cette Assemblée est d'avis que le référendum sur la seule question de l'indépendance du Québec devra se tenir d'ici le 1er juillet 1978.

A l'ajournement, la parole était au député de Pointe-Claire.

M. William Frederick Shaw

M. Shaw: Merci, M. le Président. The choice of the Government to call its referendum as late as possible in its mandate is in the interest of all Quebecers and indeed of all of Canada. I know this statement is contrary to the motion presented by the leader of the official Opposition, but, Mr. President, it is the truth that all the world awaits the result of this referendum is without question. But that until the social and political climate of this province improves, and God knows it gets worst daily, as this government reinforces its image of authoritarianism with bill 1, bill 101, bill 2, that until the social climate of this province improves there will be no economic development.

Oh yes, there will be resources exploitation and, as unemployment increases and as the level of wages begins finally to be depressed, we can have some manufacturing and some warehousing but the expertise sections of the economy which represents 50% of the jobs in this province and more will continue to attrit until our province will be just one of manufacturing and warehousing. That until the social and political climate of this province improves, there will be growing unemployment and growing deteriorations of services for the people. For example, the closure of our hospital beds. For example, the waiting list for senior citizens who will never be alive long enough to achieve their position on that waiting list. And that we have this long list, for example, Mr. President, of adolescents waiting for services of detention for their rehabilitation, 212 in the English-speaking section, 41 of which are supposed to be in primary detention and are on a waiting list.

That until the social and political climate of this province improves, there will be growing dissatisfaction of all the sections of Quebec society. Give the people a chance to see the workings of this government. Let them see how confrontation politics works. Let them appreciate how much of a mistake they made on November 15. The honeymoon should be over before the divorce is negotiated.

Mr. President, this change will not come with the referendum. The change in the social and political climate will only come with the defeat of this government in the polls and the election of a government committed to justice, committed to equity, committed to the creation of a positive political and social climate in this province. Mr. President, four independent specialists in international affairs have examined the chances of separation in this province and, a range from 0 to

100, the chances of Quebec separating where zero.

I cite for example the Toronto Star, Saturday, July the 9, 1977, and it states in the second paragraph: One analyst says that the market indicates a zero possibility of separation, which will not exactly please Lévesque—excuse this is direct from his quotation. Jim Vasoff of Brault, Guy O'Brien Incorporated finds the crisis has hurt both prices of Quebec stocks and Canadian stocks generally.

No, Mr. President, the referendum is a bogieman. It will excite emotions, that will make reactions to bill 1 and 101 look insignificant. And there is a funny prospect of the win loose.

If the referendum was won it would only begin an increase period of negotiations and confrontations which, eventually, will terminate with another election which is really the solution that we are looking for. And if it is lost, you know they will not listen, as was exemplified in the hearings on bill 1. Excellent presentations were brought by responsible members of our community in every area, presenting good reasons why bill 1 and bill 101 should be seriously modified. But they do not listen. This is a period of confrontation, when every day, by imposition or intent, the government intensifies its pressure on the electors. The results of an early referendum in either direction will be read to advantage by the government. If they lose—they most certainly would lose—they would say the question or the questions were badly understood. Or that that they did not have enough time to explain their case to the people and that further work would have to be done to develop "la clause Québec" and that perhaps another referendum would be required prior to the election. I assure you that they will produce some arguments, in spite of being defeated 80-20, that they really won the referendum.

And what is worse, they will still be there, and they will have two more years to rebuild this posture of theirs. And no one would consider this province stable or responsible.

No, Mr. President, I am aware that the people want to pronounce their commitment to Canada. I am aware that right throughout this province, in every village, people want to say: We are for Canada, we are not for seperation.

An early referendum can only be worked to its advantage by the government. The people of Quebec can pronounce their commitment to Canada, to peace, to order, to good government and they will. But it will be at the next election, Mr. President, where in every riding the Parti Québécois/candidates will be defeated because of the fact that people of this province want to demonstrate their commitment to Canada, their commitment to good government, to responsible government and to a social peace that brings prosperity. Thank you very much.

Le Vice-Président: M. le député de Rosemont.

M. Gratton: M. le Président...

M. Gilbert Paquette

M. Paquette: J'aimerais d'abord souligner que nous avons devant nous une motion tout à fait originale. En effet, cette motion vise, contrairement à l'habitude de l'Opposition officielle, à rapprocher les échéances plutôt qu'à les retarder, comme on en a été témoin lors des différentes propositions entourant la deuxième lecture du projet de loi 101. Et cela m'a amené à me poser une question. Pourquoi, à ce moment-ci, l'Opposition officielle présente-t-elle cette motion? J'ai relu l'exposé de présentation du leader de l'Opposition officielle, j'ai examiné ses raisons. On dit: Le Parti québécois a une promesse à remplir. Il a promis de mettre en branle immédiatement le processus d'accession à la souveraineté. J'aimerais ici corriger un énoncé du leader de l'Opposition officielle. Durant la campagne électorale, nous avons promis aux Québécois de réaliser la souveraineté du Québec d'une façon démocratique, en leur soumettant les choix qui s'offrent à eux par un référendum tenu lors du premier mandat. Depuis le 15 novembre, à plusieurs reprises, le premier ministre m'a réitéré cet engagement, et, contrairement à ce que disait le leader de l'Opposition officielle, le dernier congrès a également voté une résolution dans le même sens.

Nous allons remplir cet engagement, c'est évident, mais le simple fait de s'être engagé à tenir un référendum dans le premier mandat du gouvernement ne nous oblige pas à tenir un référendum aussi hâtif.

Le gouvernement a annoncé un projet qui vise à réglementer les référendums qu'il pourrait être amené à tenir sur différents sujets. Cette loi sur les référendums devrait, si cela va bien, être adoptée à la fin de l'automne. Cela veut dire qu'on aurait à peine six mois, si on acceptait la résolution de l'Opposition officielle, pour préparer, engager et réaliser la campagne du référendum.

Une autre raison qui est amenée, c'est de forcer le gouvernement à dire comment il va procéder, qui travaille à la préparation du référendum, si on va faire la négociation avec le Canada avant ou après le référendum. Toutes ces questions ont été posées à plusieurs reprises par divers membres de l'Opposition et je pense que le gouvernement y a donné des réponses satisfaisantes.

On amène également comme raison une supposée incertitude économique qui serait éliminée par un référendum hâtif, avant le 1er juillet 1978.

M. le Président, je ne pense que, s'il y a des problèmes sur le plan économique, d'une part, ce soit dû à la question de l'indépendance. Il y a eu des remous après le 15 novembre, mais essentiellement—l'ancien gouvernement le sait très bien—nous avons hérité d'une situation financière difficile. Il y a les retombées d'un boom dans la construction, par exemple, à Montréal, suite aux Jeux olympiques, dont nous devons subir les conséquences et une certaine dilapidation des fonds publics, sans compter le contexte économique nord-américain.

Il y a une côte à remonter. On en est

conscient. Le gouvernement a commencé à prendre des mesures. Pourquoi, au moment où ces mesures commencent à être appliquées, s'embarquer dans une campagne sur le plan du référendum qui va nous empêcher de relancer le Québec sur le plan économique?

Donc, toutes ces raisons amenées par le leader de l'Opposition officielle me semblent assez faibles à l'appui de sa motion. J'ai commencé à chercher ailleurs quelles sont les raisons qui amènent cette motion. Est-ce que le Parti libéral a besoin d'un combat si rapproché pour se ranimer? Je me suis dit, en regardant les dissensions qui existent dans le parti, la confusion de leur position linguistique en particulier et la difficulté qu'ils ont à se trouver des candidats valables à la chefferie: Est-ce que cela ne serait pas là l'explication? N'ont-ils pas besoin d'un combat pour se regrouper et se ranimer? Après, je me suis dit: Cela n'a pas de sens; quelqu'un qui a les deux jambes dans le plâtre ne s'embarque pas dans un marathon ou dans un sprint.

Je me suis dit — je pense que c'est la vraie explication — que le parti de l'Opposition officielle veut tout simplement essayer de prendre les Québécois de vitesse. Ils veulent prendre les Québécois de vitesse. J'aimerais leur rappeler — ils n'y ont peut-être pas pensé — que c'est une attitude dangereuse de prendre les Québécois de vitesse. On l'a vu le 15 novembre. Le 15 novembre, trois ans après le début du mandat de l'ancien gouvernement, l'ancien premier ministre a décidé de brusquer les choses, de hâter les élections parce que cela allait mal. Il y avait des problèmes de corruption. Il y avait l'état de la situation économique. On savait ce qui allait arriver après les Jeux olympiques. On savait ce qui allait arriver avec le contexte de l'économie nord-américaine après le 15 novembre. On a voulu brusquer les choses avec une majorité de 102 députés. Les Québécois ne se sont pas laissés prendre. Ils se sont dit: Cela n'a pas de sens; on veut essayer de nous passer un sapin.

C'est très dangereux — l'ancien gouvernement devrait se le rappeler — d'essayer de prendre les Québécois de vitesse. On veut prendre les Québécois de vitesse. On veut briser l'élan des Québécois. Je pense que le Parti libéral n'est pas suffisamment conscient de toute la démarche historique du peuple québécois depuis 200 ans pour, d'abord, acquérir ce dont on profite maintenant, une Assemblée législative responsable où cela se déroule en français, pour acquérir des droits sur le plan scolaire, pour acquérir, finalement, des droits sur le plan linguistique.

Toute cette démarche, tout ce développement du peuple québécois, autant sur le plan culturel, et cela commence aussi sur le plan économique, ont été accompagnés par une recherche de plus en plus de souveraineté, de plus en plus d'autonomie. C'est là le sens du 15 novembre. C'est vrai que le 15 novembre, le peuple québécois a voulu se donner un meilleur gouvernement, il voulait remplacer l'ancien gouvernement. C'est vrai. Mais il voulait aussi se donner une chance de régler les problèmes plus profonds qui confrontent le Québec. Ce

n'est pas d'hier que l'économie se déplace vers le centre du Canada, la même chose se passe aux États-Unis, et il faut se donner les outils pour travailler et les moyens d'arrêter cela, le moyen de remettre le Québec sur la lancée de son développement économique, culturel et social.

Tout ce développement s'est accompagné d'un désir d'une plus grande souveraineté et d'une plus grande autonomie, et on voudrait empêcher les Québécois de se rendre au bout de leur cheminement. J'espère que le bout du cheminement va être la souveraineté et l'indépendance politique. Il se peut que ce soit autre chose. Chose certaine, quand on regarde les sondages qui sont publiés depuis le 15 novembre, on constate que les Québécois n'ont pas encore fait leur idée, ils ne veulent plus de statu quo constitutionnel, cela ne répond pas à nos besoins, ils ne veulent probablement pas d'une indépendance ou de la séparation, comme on se plaît à la décrire en face, il ne s'agit pas évidemment de la séparation dans notre esprit, mais pour les gens d'en face, cela fait tellement mal d'être séparé, on n'aime pas se faire couper en petits morceaux, alors on joue là-dessus, comme on a joué le 15 novembre.

Mme le Vice-Président: Vous devez maintenant conclure.

M. Paquette: J'en avais pour un bout de temps encore, je vous remercie. J'aimerais conclure en appuyant la position de l'Union Nationale. Je pense qu'il faut que les Québécois choisissent entre la meilleure forme de fédéralisme et la meilleure forme de souveraineté. Nous nous apprêtons, nous sommes en train de le faire, il y a des comités sur pied, à définir la meilleure forme de souveraineté possible qui, selon nous, est une communauté canadienne en amitié avec les autres citoyens du Canada. Or, il faut laisser le temps aux fédéralistes de définir la meilleure forme de fédéralisme. Est-ce que le Parti libéral va aller dans la campagne du référendum avec le statu quo ou avec une décentralisation administrative, comme le propose le NPD fédéral? Je pense qu'il faut se donner le temps. Le Parti libéral provincial aurait dû penser au grand frère d'Ottawa, lui donner le temps de compléter son comité d'étude sur la constitution, lui donner le temps de trouver un Québécois dans le comité.

Mme le Président, je termine. Nous travaillons depuis dix ans pour accompagner cette démarche des Québécois, nous ne voulons pas qu'elle s'arrête prématurément. Plus important encore, c'est là le sens profondément démocratique de notre démarche. C'est tout le contraire d'un étapisme feutré où on essaierait de faire l'indépendance en dessous de la couverture, c'est impossible de faire cela, on ne peut pas passer l'indépendance d'un peuple sans que les gens s'en aperçoivent. Au contraire, nous voulons que le peuple québécois ait le temps de faire un choix décisif, éclairé, mûri et responsable. C'est pourquoi nous voterons contre cette motion de l'Opposition officielle. Je vous remercie.

Mme le Vice-Président: M. le député de Gati-neau.

M. Gratton: Mme le Président... Pardon? Est-il agaçant avec cela, lui, Mme le Président?

M. Lessard: C'est tout en votre honneur!

M. Michel Gratton

M. Gratton: Mme le Président, le moins qu'on puisse dire, c'est que cette nouvelle alliance entre l'Union Nationale et le Parti québécois est plus que surprenante. Cela vous fait mal, vous n'aimez pas qu'on dise que vous êtes d'accord avec le Parti québécois? Le fait demeure que sur deux motions que nous avons eues à débattre en cette Assemblée depuis deux semaines, on se surprend, en tout cas, je me surprends de constater jusqu'à quel point l'Union Nationale et le Parti québécois sont en communion d'esprit sur l'aspect du référendum et sur l'aspect relié à cela, de l'économie du Québec. Comme je le disais la semaine dernière, je m'interroge de plus en plus quant au sérieux du député de Pointe-Claire qui se laisse embarquer dans un cheminement aussi peu conforme à sa pensée politique. J'imagine que c'est probablement parce qu'il n'a pas encore compris que le parti de l'Union Nationale, en refusant d'appuyer cette motion du député de Laval, le fait peut-être avec des intentions dont on ne nous parle pas, Mme le Président.

Il ne faut pas oublier que c'est l'Union Nationale qui nous a parlé aussi tôt qu'en 1970 de l'égalité-indépendance.

Il ne faut pas oublier, non plus, que chez l'Union Nationale on se garde bien de prendre une position claire et nette sur quelque sujet que ce soit, espérant pouvoir continuer cette espèce de phénomène qui a fait qu'à l'élection du 15 novembre on a réussi à faire croire à une partie de la population que la position de l'Union Nationale était blanche, alors que pour l'autre partie, et je parle des anglophones et des francophones, en particulier, on leur faisait croire exactement le contraire. Cela a résulté en l'élection de onze députés en cette Chambre.

Mais, Mme le Président, ce n'est pas de cela qu'on parle à la motion du député de Laval. On ne parle pas, bien entendu, de demander à la population du Québec de prendre une décision aussi importante pour son avenir sans lui fournir des informations valables. Il n'est pas question du tout, dans cette motion, de demander au gouvernement de tenir un référendum en disant aux gens: Etes-vous pour la souveraineté-association? Etes-vous pour l'indépendance? Etes-vous pour le statu quo? Ce n'est pas cela un référendum et ce n'est pas cela que la motion demande non plus.

On demande simplement que les gens soient conséquents avec eux-mêmes. Le député de Rosemont le disait. Le député de Pointe-Claire l'a dit également. On réalise qu'il y a une situation économique pénible au Québec présentement. Le député de Rosemont l'attribue à l'incurie de l'ancien gouvernement; libre à lui de le faire. L'Union Na-

tionale en parle aussi de cette soi-disant incurie, mais le fait demeure, Mme le Président, que la vraie raison, les faits qui font qu'on a une baisse d'investissements au Québec, qui font qu'on a des pertes d'emplois à cause de la baisse de ces investissements, c'est, en grande partie, dû à l'espèce d'imbroglio dans lequel nous a plongés le gouvernement actuel en promettant de tenir un référendum sur la question de l'indépendance.

Ce n'est pas à moi de juger, Mme le Président, quelle est la position de ce parti qui est au gouvernement. En 1970, il s'est présenté, il nous a parlé d'indépendance. Il a fait la même chose en 1973. Il n'a pas pu vendre sa salade à la population du Québec. Si à l'occasion, on parle d'un étatsisme feutré, Mme le Président, c'est qu'on se rend compte qu'en 1976, par opportunisme, par stratégie, le Parti québécois a décidé d'affubler sa thèse constitutionnelle d'un référendum. Et tout ce qu'on dit aujourd'hui, c'est: Mon Dieu, faites-le votre référendum. Tant et aussi longtemps que vous attendez pour le faire, il y a des conséquences économiques désastreuses pour le Québec.

Mme le Président, le gouvernement, depuis le 15 novembre, a posé des gestes concrets qui ont donné l'impression, sinon la certitude, à la population que pour eux l'indépendance c'est déjà fait. D'ailleurs, ce n'est pas moi qui l'ai dit le premier, Mme le Président, c'est le premier ministre lui-même qui a dit à New York que ce n'était pas une question de quand, mais une question de comment. C'est lui qui le premier l'a dit. De le dire, ce n'est pas si mal, mais c'est accompagné de gestes concrets, comme cette partie de la loi 101 qui prévoit que les anglophones hors du Québec n'auront pas accès à l'école anglaise. Comme ces nombreux gestes qu'ont posés les divers ministres, les comptes économiques, par exemple. Comme, dans le plus particulier, dans la région de l'Outaouais, des gestes administratifs qui, à ma connaissance, sont posés bien plus dans le but de tâcher de convaincre la population que seule l'indépendance répond aux besoins des Québécois. Ces gestes comme le harcèlement qu'on fait vis-à-vis des personnes qui travaillent dans le domaine de la construction.

Mme le Président, si tôt ou tard on devait devenir indépendant, j'imagine qu'il y aurait des permis de travail, comme il en existe présentement, qui empêcheraient les personnes résidentes de l'Ontario de venir gagner leur vie dans le domaine de la construction du côté du Québec. Cela existe déjà, Mme le Président. Et, pourtant, il y a un harcèlement à outrance qui se fait dans l'Outaouais et on a des conséquences très tangibles de ces gestes posés par le gouvernement du Parti québécois. Des entreprises du Québec qui fournissent des soumissions du côté de l'Ontario et, pour la seule raison qu'ils sont Québécois, se voient refuser l'octroi de ces contrats.

Le député de Hull trouve cela un peu comique ou drôle, mais il y va de la survie de plusieurs entreprises.

Quand on pose des gestes comme ceux qui ont été éternisés dans le discours du budget, qui ont fait fi des vrais intérêts des régions frontaliè-

res, Mme le Président, on s'est conduit en gouvernement qui considère déjà le Québec comme indépendant. C'est de là que viennent les résultats de l'amoindrissement des investissements, du chômage. On a le record du chômage, Mme le Président. C'est cela que vise la motion du député de Laval. C'est de mettre un terme à tout cela.

J'entendais le député de Rosemont tantôt parler de la division qui, semble-t-il, existe au sein de Parti libéral. Si c'était vrai, j'inviterais le gouvernement à en profiter, parce que la vraie raison pour laquelle le gouvernement ne fait pas son référendum et ne veut même pas nous dire quand il le tiendra, c'est que justement il sait fort bien que la population, présentement, n'est pas prête à s'aventurer dans une quelconque indépendance. On peut bien parler d'autonomie depuis le congrès du Parti québécois, on peut bien avoir parlé de souveraineté-association depuis dix ans, mais le fait demeure que cela appartient au gouvernement de définir et de démontrer à la population là où il veut nous mener. C'est dans ce sens que la motion est présentée, de façon à faire en sorte que le gouvernement, une fois pour toutes, se branche, arrête de jouer à cache-cache avec la population, arrête de nous parler de souveraineté-association pendant deux ans, pour nous parler d'indépendance pendant deux campagnes électorales puis en venir à un référendum qu'on ne veut plus tenir maintenant à une troisième élection. Un référendum, M. le Président, qui a fait en sorte que ce gouvernement est au pouvoir maintenant avec seulement 41% des appuis populaires. Cela, Mme le Président, ce n'est peut-être pas de l'"étapisme feutré", mais j'irai même plus loin, je dirais que c'est de l'hypocrisie.

De notre côté, on est prêt à énoncer une politique constitutionnelle qui nous satisferait. Personnellement, j'y tiens. Je désire conserver mon statut de Canadien. Cela me surprend qu'on ne rie pas à gorge déployée de l'autre côté quand je le dis, parce que, règle générale, c'est la réaction qu'on suscite chez ces gens-là. Mais le fait demeure, Mme le Président, qu'il y a un très grand nombre de Québécois qui pensent comme moi là-dessus. On voudrait pouvoir l'exprimer une fois pour toutes. Ce n'est pas nous du Parti libéral qui avons parlé de tenir un référendum; c'est le parti au pouvoir qui doit le faire et le faire le plus tôt possible. Si l'Union Nationale était sérieuse et nous disait que l'échéance du 1er juillet 1978 est trop rapprochée, on pourrait facilement proposer un amendement pour que ce soit 1979 ou que ce soit 1980, mais je sais bien que l'Union Nationale, la vraie raison pour laquelle elle ne veut pas se proclamer en faveur de cette motion, c'est qu'elle ne sait réellement pas où elle s'en va. Est-ce que c'est fini, Mme le Président?

Mme le Vice-Président: C'est cela, M. le député de Gatineau, c'est le moment de conclure.

M. Gratton: Je conclurai simplement en disant, Mme le Président, que je me serais attendu à une plus grande rigueur intellectuelle de la part du

ministre des Affaires intergouvernementales dans son intervention la semaine dernière. Il s'est bien gardé d'utiliser ses 20 minutes, mais après l'avoir écouté très attentivement, avoir relu le texte de son intervention, je n'en tire qu'une conclusion; c'est que lui non plus, ce père de l'"étapisme", ne sait pas où il va avec la question du référendum. C'est la seule et unique raison qui fait que le gouvernement n'est pas prêt à dire à quelle date on tiendra le référendum. Je déplore seulement, Mme le Président, que le parti de l'Union Nationale n'y voie pas clair et tombe dans le panneau.

Mme le Vice-Président: M. le député de Vanier.

M. Jean-François Bertrand

M. Bertrand: Mme le Président, j'ai très nettement le sentiment, à entendre les propos des députés de l'Opposition, que la trouvaille du référendum, maintenant inscrite dans le programme du Parti québécois depuis 1974, a fait mal à ceux qui pensaient que la peur du séparatisme allait pour toujours annihiler les espoirs du Parti québécois de prendre le pouvoir.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, sur une question de règlement.

M. Lalonde: C'est simplement pour noter qu'il semble que le microphone du député n'enregistre pas, du moins je ne l'entends pas. C'est pour l'empêcher de parler et de devoir répéter parce que cela ne sera pas enregistré au journal des Débats...

M. Bertrand: Si vous n'avez pas d'objection, Mme le Président, pourrais-je changer de siège pour la circonstance?

M. Charbonneau: Je vous fais la suggestion de suspendre les travaux pour quelques minutes, le temps que l'on s'assure que l'enregistrement de nos débats soit fait.

Mme le Vice-Président: D'accord, nous allons suspendre pour quelques minutes pour régler ces difficultés techniques.

(Suspension à 16 h 56)

(Reprise de la séance à 17 h 1)

Mme le Vice-Président: Comme Mme le ministre me le faisait remarquer tantôt, n'ajustez pas votre appareil, c'est le député de Vanier qui doit intervenir maintenant.

M. Bertrand: Mme le Président, tout en remerciant l'Hydro-Québec de me permettre de re-

prendre la parole, j'aimerais réitérer les propos que je tenais tantôt, en introduction, pour dire que la décision démocratique des militants du Parti québécois d'inclure dans leur programme politique, à leur congrès national, de novembre 1974, une clause qui définissait le processus par lequel nous allions accéder à la souveraineté-association, c'est-à-dire en acceptant de consulter les Québécois par voie de référendum, cette trouvaille qui, en fait, ne faisait que refléter l'esprit profondément démocratique du Parti québécois, n'a pas eu l'heur de plaire, au cours des dernières années, au Parti libéral, puisqu'il y a bien vu, en fin stratège qu'il était, les prémisses de sa défaite du 15 novembre dernier.

En effet, Mme le Président, il était bien clair, dès lors que nous avons décidé d'incorporer la notion de référendum à notre programme politique, que bien des craintes, bien des inquiétudes, bien des incertitudes de la population tombaient d'elles-mêmes, dès lors qu'elle avait l'assurance que l'élection du Parti québécois ne signifiait pas de façon radicale, absolue, définitive, l'accession à la souveraineté-association.

Cependant, les Québécois savaient, en accordant leur appui au gouvernement du Parti québécois, que ce gouvernement avait la ferme intention de leur proposer d'accéder à leur souveraineté politique, dans le cadre d'une association économique avec le reste du Canada. C'est la raison pour laquelle, bien loin, comme le disaient certains membres de l'Opposition officielle, de tromper la population, nous avons à l'avance, deux ans avant l'élection du 15 novembre 1976, défini les règles du jeu et fait comprendre à l'ensemble de l'électorat, dans quelles conditions précises il allait nous accorder son appui. Ces conditions, c'était, premièrement, de donner aux Québécois, pour un certain nombre d'années, un vrai gouvernement, dans un contexte provincial, en acceptant les règles du jeu fédéral.

Deuxièmement, ils avaient la conviction qu'ils allaient porter au pouvoir un parti politique dont la préoccupation fondamentale évidemment n'en demeurerait pas moins d'accéder à la souveraineté politique, mais ils avaient cette certitude et cette assurance, que nous allions respecter leur décision dans le contexte d'un référendum qui serait tenu tel que le définit notre programme politique, dans le cadre de notre premier mandat. Or, Mme le Président, si ma connaissance du parlementarisme est encore assez limitée, je crois savoir, parce que certains professeurs me l'ont appris dans mes cours de science politique, qu'un mandat pour un gouvernement dure habituellement quatre ou cinq ans, qu'il arrive à l'occasion que des gouvernements, ne se sentant pas capables de terminer leur mandat, éprouvent le besoin de retourner devant la population.

Ce sont des accidents de parcours dont bien des Québécois, par contre, se félicitent. Et, il s'agit, dans le contexte de notre gouvernement, de respecter nos engagements. Et notre engagement était formel. Notre engagement était celui d'un gouvernement qui se dit: Si les Québécois ont été capables le 15 novembre dernier de nous faire

confiance, en nous donnant la responsabilité d'être un nouveau gouvernement, il faut qu'à notre tour nous soyons capables de leur remettre cette confiance, de leur accorder cette confiance, et de faire en sorte qu'ils aient maintenant, eux, l'occasion de dire si oui ou non ils sont prêts à suivre leur gouvernement dans sa volonté de faire du Québec un pays souverain et d'établir avec l'ensemble du Canada une association qui serait mutuellement avantageuse.

Donc, Mme le Président, je pense que déjà le Parti québécois a défini toutes les règles qui vont lui permettre de tenir ce référendum. Et je soupçonne l'Opposition officielle de ne pas vouloir nous aider. Je soupçonne l'Opposition officielle d'avoir un certain nombre d'intentions qui s'écartent de l'esprit de sa motion. Je soupçonne l'Opposition officielle, derrière le couvert d'une proposition qui se voudrait positive, au contraire, d'essayer de mettre des bâtons dans les roues du gouvernement. Parce que le gouvernement que les Québécois ont décidé d'élire le 15 novembre dernier a la responsabilité pendant les deux ou trois prochaines années de voir à mettre en application un certain nombre d'éléments qui sont inclus dans son programme politique et qui, à l'heure actuelle, sollicitent l'attention quotidienne du gouvernement et de chacun des ministres. Donc, nous serions malvenus, à peine un an et demi après avoir pris le pouvoir, de décréter immédiatement la tenue d'un référendum alors que nous n'avons pas encore, à la satisfaction, je pense, de notre propre parti politique, d'une part, mais aussi à la satisfaction de la population, réalisé la majorité des engagements pour lesquels nous avons demandé à la population de nous appuyer le 15 novembre dernier.

Nous avons donc la responsabilité d'ici quelques années encore de remplir le mandat sur lequel nous nous sommes fait élire. Ce n'est pas nous qui avons, lors de la dernière campagne électorale, transporté tout le débat sur la question de l'indépendance, sur la question de la souveraineté-association ou sur la question du séparatisme. L'Opposition officielle se rappelle assez bien, pour en avoir fait son slogan de la campagne électorale, que c'est à elle que revient la responsabilité de supporter aujourd'hui, s'il doit y avoir un tel support, l'inquiétude ou l'incertitude qui régnerait dans l'ensemble de la population. Qui, lors de la dernière campagne électorale, à coups de slogans, répétait non aux séparatistes, Bourassa notre garantie, sinon l'Opposition officielle? Qui, depuis le 15 novembre, à coups de questions basées sur la peur, l'incertitude et l'inquiétude, chaque jour ramène le gouvernement sur des préoccupations qui ne sont pas les siennes dans le contexte actuel? Nous avons promis aux Québécois, avant le 15 novembre dernier, que, pour un certain temps, nous allions continuer d'être un gouvernement provincial, dans le cadre fédéral, qui essaierait d'améliorer la situation sur le plan social, sur le plan culturel, sur le plan économique. Nous avons promis qu'un jour, au moment où nous aurions le sentiment que ce mandat aurait été rempli à notre satisfaction, un jour, nous al-

lions retourner devant les Québécois et leur proposer d'accéder à la souveraineté politique sans laquelle tous les autres engagements inclus dans notre programme politique seraient irréalisables et sans laquelle l'ensemble de notre programme politique serait indéfendable.

Il faut comprendre que, derrière les propos du Parti libéral, il y a une autre volonté qui se cache, qui est celle d'empêcher le gouvernement des Québécois d'accéder à la souveraineté de la façon démocratique que lui-même a définie dans son programme politique.

C'est à nous que revient la responsabilité de prendre l'initiative quant à la tenue de ce référendum, quant aux modalités de la tenue de ce référendum, quant à la date du référendum, quant à la question. Il est normal que le gouvernement qui en a fait un point de son programme politique—les Québécois le savent—en prenne lui-même l'initiative. Bien sûr que ce sera débattu. Bien sûr que les députés à l'intérieur de l'Assemblée nationale pourront émettre leurs opinions, mais ce ne saurait être la responsabilité de l'Opposition officielle de dicter au gouvernement ou de dicter à l'ensemble de l'Assemblée nationale quelle devrait être notre politique pour la tenue du référendum.

Pour terminer, Mme le Président, je voudrais simplement dire à l'endroit du député de Gatineau, grand défenseur du fédéralisme à travers un mouvement dont il s'est fait le promoteur, que je me rallie d'emblée—d'emblée, Mme le Président—à son projet parce que je retrouve dans l'application même de son projet politique la réalité que sous-tend l'option fondamentale du Parti québécois, à savoir Québec-Canada. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Mme le Président, seulement quelques mots pour appuyer la motion du député de Laval. Pourquoi appuyer cette motion? Parce que de toute évidence le projet constitutionnel du Parti québécois, qui doit faire l'objet de ce référendum dont fait mention la motion du député de Laval, est devenu la priorité numéro un de ce gouvernement. La description que j'entendais tantôt du député de Vanier de la situation tranquille, de l'évolution politique récente du Québec ferait très bien dans le cadre d'un cours d'histoire politique.

Mais lorsqu'on a réclamé et obtenu un mandat de gouverner six millions de Québécois, on doit tenir compte de la réalité. Si, dans un plan abstrait d'évolution politique, on peut toujours penser que telle décision se prend à telle date et telle autre plus tard, à ce moment, je ne fais querelle ni au député de Vanier ni au gouvernement. Naturellement, il faut que le référendum se fasse après l'élection du Parti québécois.

Depuis ce temps, il y a la réalité économique qui nous convainc, nous du Parti libéral, qu'il faut faire vite. Lorsque le député de Vanier se félicitait

de ce que le Parti québécois n'avait pas parlé de séparation pendant la campagne électorale, je me demandais si on devait sourire parce que c'est absolument inouï. C'est vrai qu'ils n'en ont pas parlé, mais depuis le 16 novembre, ils ne font que cela. Depuis le 16 novembre on ne parle que d'indépendance et de souveraineté. Prenez le discours du premier ministre à New York qui a eu un retentissement réellement assez extraordinaire. Il a bien établi que la priorité du Parti québécois c'est de faire l'indépendance. Je ne lui en fais pas querelle, mais il aurait dû le dire avant les élections. À ce moment, les Québécois ne se sentiraient pas trompés.

L'incertitude est justement créée par ce changement d'attitude de la part du Parti québécois avant et après le 16 novembre. Ce ne sont pas ceux qui en parlent qui la créent, l'incertitude. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que les investissements au Québec... oui, la situation économique en Amérique du Nord et au Canada n'est pas très reluisante, mais raison de plus d'être plus prudent et de ne pas ajouter d'éléments, de facteurs négatifs à cette situation économique.

La situation économique actuellement au Québec souffre de cet état d'incertitude politique, à savoir ce qui va nous arriver. Qu'est-ce qui va nous arriver? Naturellement le référendum est l'étape décisive à savoir qu'est-ce qui va nous arriver au moins dans un avenir rapproché.

J'ai été surpris de voir l'attitude de l'Union Nationale à propos de la motion du député de Laval.

L'Union Nationale, qui semble, du moins en paroles, se préoccuper aussi de la question économique, manque de conséquence et fait preuve d'incohérence lorsqu'en reconnaissant le climat d'incertitude—que ses porte-parole constatent aussi comme nous; seuls les membres du Parti québécois semblent vouloir se boucher les yeux—elle dit: Oublions cela et faisons le référendum dans trois ou quatre ans! Mais c'est tout à fait illogique! Le feu est à la maison, mais appelons les pompiers dans quatre ans. Il me semble qu'il faut tout de suite régler le problème de l'incertitude économique. Selon nous, en sus des autres problèmes économiques et du contexte économique qui n'ont aucun lien avec la situation politique du Québec, il reste que l'incertitude politique a des effets négatifs au niveau économique au Québec.

Pourquoi le 1er juillet 1978? On nous dit: Il ne faut pas se précipiter; il faut procéder de la façon la plus démocratique possible. On fait une élection avec un mois ou deux d'avis. On donne un an ici pour faire un référendum, un an au cours duquel les positions se prendront, les positions se préciseront. En parlant de précision de position, je pense qu'une des raisons pour lesquelles le Parti québécois n'est pas en faveur et a indiqué son opposition à cette motion, c'est qu'il ne connaît pas le contenu de son plan d'indépendance.

Le ministre des Affaires intergouvernementales nous a dit qu'un comité serait formé pour mettre un peu de viande là-dedans; cela prouve que, depuis dix ans, on en parle, mais qu'on ne sait pas

de quoi on parle. Maintenant qu'on est au pouvoir, il faut chercher à mettre un peu de contenu dans ce qui, s'il n'y a pas de contenu, est et a été un slogan. A ce moment-là, je pense que le gouvernement manque à ses responsabilités. Etant donné que lui-même fait la promotion, depuis le 16 novembre, de la séparation du Québec, de la souveraineté politique du Québec, je pense qu'il a manqué à ses responsabilités en le faisant sans savoir de quoi il parlait.

C'est pourquoi je pense que l'Union Nationale est tout à fait illogique en n'appuyant pas cette motion, elle qui, pourtant, dit être préoccupée du climat économique actuel. Je me demande comment on va pouvoir, du côté de l'Union Nationale, expliquer à la population qu'on se préoccupe des chômeurs, qu'on se préoccupe de la situation négative au point de vue politique, alors qu'on ne veut pas régler ces problèmes le plus tôt possible. Je pense que l'Union Nationale, comme dans d'autres questions, d'ailleurs, a fait preuve d'indécision. Beaucoup souhaiteraient que l'Union Nationale, qui a quand même onze députés ici, en cette Chambre, fasse preuve de beaucoup plus de cohérence.

Le 1er juillet 1978, cela donne amplement le temps d'adopter la loi sur les référendums, cela donne amplement de temps pour définir les positions, le contenu qui, malheureusement, du côté du gouvernement, est inconnu et de procéder à l'information la moins partisane possible, la plus complète, la plus sereine de la population.

Si le gouvernement avait d'autres plans et que, dans son esprit, vu que le 1er juillet, c'est en plein été, il croyait que ce n'est pas propice, pourquoi n'apporte-t-il pas un amendement visant à reporter cela à quelques mois pour qu'on sache, au moins, exactement, à quoi s'en tenir? Le refus, de la part du gouvernement, d'indiquer de façon précise à la population quand il a l'intention de tenir son référendum, comporte une responsabilité grave à son endroit. Je pense que les députés ministériels, qui sont tous de bonne foi — je pense qu'on leur reconnaît un attachement sincère à leur option — devraient aussi, en même temps, reconnaître qu'il y va de l'intérêt de tous les Québécois, y compris du sérieux de leur proposition, de dire le plus tôt possible à quelle date exactement le référendum sera tenu.

Etant donné qu'on ne semble pas, du côté du gouvernement, savoir à quelle date exactement on veut tenir le référendum, je pense que cela constituerait une aide assez précieuse de l'Opposition au gouvernement de se rallier autour, par exemple, du 1er juillet ou de toute autre date déterminée, assez rapprochée naturellement pour qu'on mette fin à cette période d'incertitude, mais une date qu'on dirait honnêtement et clairement à la population.

Je pense que, faute d'une autre date, le 1er juillet 1978 devrait rallier l'accord de tous les parlementaires. Merci, Mme le Président.

M. Dubois: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Huntingdon.

M. Claude Dubois

M. Dubois: Je désire apporter quelques remarques à la motion présentée par le Parti libéral et contrairement à certains, je ne m'attaquerai pas à ce parti, étant donné que je ne crois pas qu'il en vaille la peine.

Mme le Président, cette motion du Parti libéral, je ne peux l'appuyer pour des raisons bien simples. Porter le référendum dans un bref délai aurait pour effet de geler davantage l'économie agonisante qu'on connaît aujourd'hui. Avant tout, le gouvernement, et ce parti qui a tant promis lors de la dernière campagne électorale, doit consacrer tout son temps et tous ses efforts à assurer la survie du peuple québécois.

Il y aurait tant d'énergie à dépenser pour relancer notre économie et à s'occuper en priorité de mettre du pain sur la table des gens. Si le gouvernement continue à vouloir légiférer seulement dans des domaines d'ordre culturel et social, il ne pourra plus subvenir aux besoins des malades, des vieillards et des assistés sociaux. Car pour maintenir un bon régime social, il faut en priorité une économie stable et forte. Il faut créer des emplois, augmenter notre productivité et développer nos industries. Mme le Président, au nom de la démocratie et en vertu de légitimes appréhensions, puisque le Parti québécois aurait l'intention de permettre aux enfants de se prononcer sur l'avenir du Québec lors du référendum et aussi au nom d'une économie budgétaire, il va de soi que la prochaine élection devrait tenir lieu de référendum.

D'une pierre, deux coups, soit élection-référendum. Le Parti québécois aurait quand même toute la latitude de faire sa campagne sur la question qu'il aimerait poser et je crois que le résultat serait le même que celui d'un unique sondage par référendum. Au-dessus des quelques raisons que je viens d'exposer, il est important d'éviter toutes les confrontations inutiles et indésirables. Il faut à tout prix épargner les énergies et le temps précieux dont ce gouvernement a si besoin pour penser, un tant soit peu, au développement de cette province. On peut même réaliser que ce gouvernement ne peut plus perdre son temps face aux maigres résultats obtenus à ce jour et aux si minimes législations qu'il a su sanctionner à ce jour.

De toute façon, il n'y a aucun besoin de référendum puisque la séparation du Québec est indispensable et je dirais même ridicule. Il serait illogique de croire qu'un Québec séparé serait plus fort qu'un Canada uni. Les pressions économiques exercées sur un Québec indépendant seraient certainement plus fortes que celles qu'on subit présentement comme pays. Une séparation serait indéniablement faire du Québec un ghetto où son peuple en souffrirait énormément. Je ne peux alors appuyer la motion du leader libéral, puisqu'en tout premier lieu, je ne vois aucunement la nécessité d'un référendum et de plus, le Québec n'a même pas les moyens d'y songer. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Merci, Mme le Président. Je n'ai pas l'intention de parler tellement longtemps, d'autant plus qu'un débat supposément si important, soulevé par l'Opposition officielle, attire finalement peu de gens, surtout de ce côté-ci de la Chambre, en parlant de ma droite. J'interprète cette absence de la part des députés de l'Opposition, en particulier du député de l'Opposition officielle qui présente cette motion, comme étant finalement une absence de conviction par rapport à la motion même. L'élément que je voudrais développer rapidement, c'est d'abord l'importance du processus du référendum dans un système démocratique, dans un Etat démocratique. Cela suppose la connaissance de ce que veut dire "la démocratie".

A mon sens un des éléments fondamentaux de la démocratie, c'est de permettre à des gens, dans une société, de faire des choix libres, des choix éclairés, des choix approfondis. La question qu'on peut se poser à ce moment-ci de l'histoire du Québec, après huit mois de prise du pouvoir du gouvernement actuel: Est-ce que les gens sont bien renseignés sur cette décision fondamentale qu'ils auront à prendre dans un certain nombre de mois ou d'années? Est-ce que les gens, au Québec, par le langage et par la précision des concepts qui sont employés dans la discussion publique sont à même, actuellement, de bien évaluer les positions et les thèses en présence?

Je me permets de douter actuellement, Mme le Président, que cette précision du langage soit arrivée à un point où on pourrait se permettre de franchir une autre étape. Récemment, je lisais un éditorial de M. Claude Ryan, dans le Devoir, que j'ai très bien connu à une époque, qui indiquait qu'il était important, dans la démarche qu'on devra faire au Québec et qu'on doit faire actuellement, de préciser un certain nombre de concepts, notamment des concepts fondamentaux qui sont liés même à la notion de ce qu'est un Etat, une nation. Actuellement, les nombreuses conversations que j'ai avec les citoyens de mon comté et un peu partout à travers le Québec me convainquent qu'on n'a pas encore franchi cette étape de précision des concepts et de définition des éléments de base qui permettent à une discussion en profondeur d'évoluer. On n'a pas non plus, à ce jour, précisé les choix en présence d'une façon claire et évidente pour tout le monde. Le Parti québécois, non plus d'ailleurs. On a une option qui est claire dans un sens, c'est-à-dire que pour nous il n'est pas question de lésiner ou de négocier sur une moitié de souveraineté. Par ailleurs tout le concept de l'association, qui est fondamental dans notre approche et dans notre thèse, n'est pas encore rendu à maturité. On pourrait nous accuser de ne pas l'avoir fait depuis le nombre d'années qu'on y réfléchit, mais on admettra que dans le jeu politique normal actuel du Québec, qu'on espère et qu'on veut conserver, ce jeu démocratique, il était important, pour notre parti, d'abord de prendre le pouvoir et d'abord de commencer à ré-

gler un certain nombre de situations qui étaient criantes. Maintenant que nous avons franchi cette étape, nous nous sommes rendu compte, comme, je pense, beaucoup de citoyens au Québec, qu'il était important de faire une deuxième démarche. C'est dans ce sens qu'actuellement on travaille très fort pour préciser effectivement le cadre d'association qu'on veut proposer à la nation voisine. Ne nous faisons pas d'illusion, ces deux voisins vont rester ensemble. Quand on parle de séparation, on oublie que, de toute façon, quel que soit l'avenir, que les voisins se parlent ou ne se parlent pas, la situation géographique du Canada va rester la même et on ne peut pas penser à une séparation. On peut penser qu'à un moment donné des voisins refuseront de se parler pendant un certain temps, mais c'est le maximum qu'on puisse envisager dans les relations entre deux partenaires qui, à un moment donné dans leur histoire, décident de changer les modalités de leur association.

Donc, actuellement, nous faisons un certain nombre de démarches et on dit très sincèrement aux gens que cette démarche-là n'est pas terminée. On regarde en face et on se rend compte qu'on n'a pas non plus entrepris, en face, des démarches qui nous donneraient un certain nombre de garanties, qui nous permettraient de dire qu'effectivement, dans un an ou à peu près, on serait rendu à une étape suffisante pour pouvoir amener les gens à se prononcer. Il serait peut-être bon, à ce moment-ci, de demander au Parti libéral et même à l'Union Nationale, qui a bien compris par ailleurs l'importance d'un processus d'information, de mûrissement, il serait peut-être temps de demander à ces partis quand ils vont amorcer une discussion et une réflexion sérieuse, publique sur les modalités de partage de vie à l'intérieur de ce qu'on appelle actuellement la fédération canadienne; comment ils envisagent, eux, la vie pour ces nations, pour ces individus qui vivent à l'intérieur du Canada.

Je pense que les sondages récents, Mme le Président, démontrent que de plus en plus les gens sont désireux que cette démarche soit entreprise, non seulement de la part du gouvernement, mais également de la part des partis de l'Opposition.

Par ailleurs, quand on nous sert régulièrement et avec une stratégie à peine voilée l'argument facile qu'il faut faire vite parce que la situation économique se détériore, je serais enclin à me demander si on n'agit pas selon une intention plus ou moins avouée et plus ou moins orchestrée, ici ou ailleurs, de provoquer une détérioration de la situation qui naturellement effraierait les gens et naturellement permettrait à certains partis qui prônent le statu quo de faire accepter leur option plus facilement.

Lorsque l'on nous demande une date précise, je suis enclin à me demander si, par ailleurs, on ne veut pas, à ce point, être précis, dans la démarche d'instabilité et de provocation, pour éventuellement pouvoir bien orchestrer cette campagne de peur qu'on a commencée et qu'on a intensifiée depuis le 15 novembre.

Personnellement je ne vois aucune autre raison de réclamer, à ce moment-ci, une date précise. Finalement, pour répondre en quelques instants très brefs à l'argument qui nous a été servi en dernier lieu par le député de l'Union Nationale qui trouvait ridicule une éventuelle souveraineté du Québec, notamment à cause d'une faiblesse épouvantable que le Québec aurait par rapport à un Canada si fort et si puissant, je l'inviterai, lui et ses collègues, à mieux réfléchir sur la signification d'une fédération, sur la signification d'une communauté canadienne et sur la signification de ce qu'est une union nationale. Que veut dire le mot "nationale" dans son nom? Peut-être serait-il temps, maintenant, alors qu'on discute publiquement et de cette question et d'une autre question qui a une incidence nationale considérable, la question de la langue, de la part de l'Union Nationale, de nous préciser, par rapport justement à cette option nationale, à cette réalité nationale, quelle est sa situation, quelle est sa position dans l'échiquier politique.

J'arrête ici, Mme le Président, et je vous remercie.

Mme le Vice-Président: Je dois faire remarquer à cette Assemblée qu'habituellement on termine les interventions à 17 h 40, pour permettre le droit de réplique, parce qu'il y a le vote à prendre, habituellement c'est de cette façon que l'on...

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que je pourrais avoir le consentement, parce que j'aurais besoin de quelques minutes.

Mme le Vice-Président: Y a-t-il consentement de cette Assemblée?

M. Duhaime: Oui, jusqu'à dix minutes comme les autres orateurs.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition officielle, il y a consentement. Vous avez dix minutes.

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): Mme le Président, vous me permettrez à ce moment d'appuyer la motion du leader parlementaire de l'Opposition officielle relativement à l'importance de tenir ce référendum avant le 1er juillet 1978.

Pourquoi l'Opposition officielle est-elle en faveur de la tenue de ce référendum dans le délai indiqué? Parce que déjà les Québécois se rendent compte que le présent gouvernement ne s'intéresse qu'à la langue et qu'au référendum ou à la séparation, alors que la situation économique et sociale du Québec appelle des mesures urgentes pour assurer la poursuite du développement du Québec. Parce qu'également le gouvernement va, par la force des choses, être amené à fausser complètement le fonctionnement normal des relations fédérales-provinciales en plus de tenter de

démontrer, ce qu'il ne réussira pas, et de souligner les faiblesses du fédéralisme.

Nous allons assister non seulement au cours des prochains mois, mais également durant le mandat de ce gouvernement à un effort colossal de propagande et de stratégie qui fera passer au second plan les vraies questions qui intéressent les Québécois.

Egalement, d'une façon consciente ou non, tout ce que fera le gouvernement d'ici au référendum sera fait en fonction de l'impact que cela aura sur le résultat du référendum. Or, un gouvernement — Mme le Président, je le soumets respectueusement — doit à l'occasion prendre des décisions courageuses, même impopulaires, dans l'intérêt même de la collectivité. Dans le cas présent, nous courons un grave danger que ces décisions ne soient pas prises simplement afin de ne pas nuire au référendum envisagé.

Il faut bien se rappeler, à ce moment-ci, le mandat que le gouvernement actuel a reçu de la population du Québec, et cela même selon le vœu exprimé par le Parti québécois au cours de la dernière campagne électorale qui demandait de laisser en veilleuse la question de la séparation du Québec, disant que le tout serait réglé par une consultation populaire. On me permettra de me tourner un instant vers nos amis de l'Union Nationale pour leur dire que nous pourrions comprendre leur attitude, alors que l'Union Nationale dit ceci: Attendons jusqu'à la prochaine élection pour consulter le peuple sur la question constitutionnelle.

Nous le comprendrions si nous avions un gouvernement qui s'en tenait au mandat qu'il a reçu de la population le 15 novembre dernier, s'il agissait en bon et vrai gouvernement provincial, s'il reprenait le dossier constitutionnel là où nous l'avions laissé et qu'il essayait d'une façon réellement positive, d'une façon objective, avec détermination, de faire avancer les choses et d'obtenir pour les Québécois un fédéralisme renouvelé, des meilleures conditions, autrement dit s'il agissait comme il l'a laissé entendre au cours des élections.

Mais ce que nous avons présentement devant nous, c'est un gouvernement qui trahit le mandat qu'il a reçu de la population, qui dès maintenant, dès le lendemain du 15 novembre a commencé à agir comme s'il avait eu un mandat pour séparer le Québec du reste du Canada. C'est ce qui fait que nous demandons à ce gouvernement, justement à cause de la situation qu'il crée tant sur le plan économique que sur le plan social, de se dépêcher à soumettre son option au public québécois, à l'électorat québécois, afin justement de raccourcir cette période d'incertitude qui cause tellement de problèmes quant aux investissements, quant aux emplois, quant à l'exode qui est de plus en plus visible de plusieurs des meilleurs éléments du Québec. Je dis à l'Union Nationale que nous comprenons la logique de sa position, dans le sens que, si nous avions devant nous un bon et vrai gouvernement provincial qui, immédiatement, dès le lendemain du 15 novembre, s'était appliqué

à donner suite au mandat reçu, à ce moment-là nous serions probablement forcés à suivre cette logique. Mais nous ne pouvons pas, devant la situation actuelle, Mme le Président, nous permettre de laisser le Québec dans la situation où il se trouve présentement, avec une épée de Damoclès sur la tête, et, en même temps, en étant un témoin passif de ce qui se passe actuellement et qui saute aux yeux de tous les observateurs impartiaux.

Je dois donc dire, Mme le Président, que nous n'avons pas le choix et que nous voulons sensibiliser le gouvernement à l'importance qu'il y a de mettre fin le plus tôt possible à cette période non seulement d'immobilisme et d'incertitude, à cette période où l'on voit la détérioration constante de la situation dans le domaine de l'investissement et de l'emploi, mais nous devons insister parce que nous voulons que ce gouvernement reprenne ses sens et agisse immédiatement pour prouver que nous avions tort, si vous voulez.

Nous n'avons pas d'objection, c'est l'intérêt supérieur du Québec qui nous motive, mais nous voulons que ce gouvernement puisse reprendre ses sens, agir comme un bon et vrai gouvernement provincial et s'occuper des problèmes réels que l'on voit de plus en plus aigus dans chacune des régions du Québec. Que ce gouvernement se dépêche, s'il veut faire l'oeuvre d'un bon et vrai gouvernement provincial, de s'attaquer aux véritables problèmes tout en poursuivant, comme il en a reçu le mandat, en bon et vrai gouvernement provincial, le dossier constitutionnel. Qu'il négocie immédiatement avec les gouvernements provinciaux, qu'il rencontre ses partenaires des autres provinces du Canada afin de s'assurer de gagner des points et de faire des progrès vis-à-vis de notre place dans la Confédération canadienne. C'est le mandat reçu. Jamais il n'a été question de poser des gestes comme on n'a cessé d'en poser depuis qu'on est au pouvoir, dans le sens qu'on aurait reçu le mandat de séparer le Québec du reste du Canada.

Je crains que tous les efforts du gouvernement actuel ne soient dirigés vers la preuve d'un échec du fédéralisme et qu'on essaie de manipuler l'opinion en faveur d'une thèse qui n'a jamais reçu l'approbation populaire. Je dis encore une fois que si l'Union Nationale a pris cette attitude, c'est qu'elle la prend en fonction du mandat reçu par le gouvernement actuel, ne tenant pas compte cependant — et c'est là que nous différons d'opinion — de l'attitude prise présentement par l'actuel gouvernement. Il est important pour nous de souligner l'importance, non seulement l'importance d'avoir ce référendum, mais de souligner l'importance pour nous de sortir de cette période qui ne fait que nuire aux meilleurs intérêts de tous les Québécois.

C'est pourquoi je souhaite que l'Assemblée nationale puisse appuyer unanimement, si possible, le voeu exprimé par le député de Laval, le leader parlementaire de l'Opposition officielle, dans sa motion, et que nous passions le plus tôt possible à la tenue de ce référendum, vu que le gouvernement actuel ne veut pas tenir compte du mandat

reçu le 15 novembre, fausse volontairement et sciemment ce mandat, tient en otage toute la population du Québec et nuit considérablement aux meilleurs intérêts économiques et sociaux du Québec.

Mme le Vice-Président: Vos dix minutes de réplique, M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Jean-Noël Lavoie

M. Lavoie: Merci, Mme le Président. Je vais faire un effort ultime dans les dix minutes qui me restent dans ce droit de réplique pour atteindre ou réussir le voeu qu'a exprimé le chef de l'Opposition officielle d'obtenir l'unanimité de cette Chambre sur cette motion. De toute façon, je ne me fais pas d'illusions.

En premier lieu, je voudrais répondre très brièvement à la fin de non-recevoir que m'a accordée le ministre des Affaires intergouvernementales, lors de son intervention.

Je ne m'attarderai pas longuement sur ces propos, du fait qu'ils se résument très brièvement. Je lui reproche d'ailleurs de ne pas avoir accordé le sérieux nécessaire à cette motion, alors que toute son intervention se limite à la réponse suivante: Il s'agit d'une motion non sérieuse, inutile, prématurée, dangereuse. Il a même déclaré que c'était une motion antidémocratique, invoquant que nous vivons depuis 110 ans dans un système constitutionnel qui est connu et qui a été vécu par les Canadiens français, les Québécois. Il a dit qu'elle est antidémocratique parce que, si le référendum se tenait d'ici le premier juillet, le Parti québécois n'aurait pas encore eu le temps nécessaire d'offrir à la population la proposition ou la formule constitutionnelle. Le Parti québécois n'aurait pas encore eu le temps, même si tout le monde connaît tous les discours que nous entendons, toute la propagande, les campagnes électorales que nous connaissons au Québec depuis une dizaine d'années sur cette question.

Je dis que les propos du ministre des Affaires intergouvernementales sont même une insulte à l'intelligence et au bon sens des Québécois. On sait que cela fait dix ans qu'on ergote sur cette question. Cela fait dix ans qu'on tente de convaincre les Québécois de cette formule, que je considère encore aujourd'hui utopique, d'une séparation du reste du Canada.

Pendant ces dix ans on a épuisé et encore aujourd'hui on épuise le meilleur de nos énergies pour tenter de convaincre les Québécois sur cette formule utopique. On le sait, il y a eu des sondages récemment, les inconditionnels de la séparation ne bougent vraiment pas: autant dans le comté de Saint-Jean ou ailleurs, cela varie entre 15% et 20%.

Par contre on s'obstine encore à jouer un genre de double jeu avec toute la population en la gardant dans cette période de flottement. Mme le Président, si l'opinion des Canadiens français n'est pas faite aujourd'hui après dix ans de débats, elle ne le sera jamais. Ils ont eu amplement le

temps, et je fais confiance à l'intelligence et au bon sens des Québécois. C'est la raison pour laquelle je désirerais qu'ils puissent s'exprimer librement d'ici le mois de juillet 1978. Les propos du ministre des Affaires intergouvernementales ne se limitent qu'à une insulte à l'intelligence et au bon sens des Québécois.

Dans la deuxième partie de mon intervention, je voudrais rapidement répondre à celle du chef de l'Union Nationale. Il a dit qu'il désirerait surseoir, qu'il a fait des demandes, depuis l'élection du 15 novembre, au Parti québécois, et c'est la raison pour laquelle il ne désire pas endosser cette motion. Je comprends difficilement son argumentation parce que les trois demandes et les trois points de son argumentation sont les suivants: Il a fait des demandes répétées au gouvernement actuel de surseoir à son idée d'indépendance, de surseoir au référendum et de bien administrer et de remplir le mandat qui avait été proposé d'un bon et beau gouvernement. On sait que le gouvernement n'agit pas et ne respecte pas l'engagement ou la proposition qu'il avait fait à la population d'agir en bon et beau gouvernement.

On sait que tout ce qui nous entoure actuellement, c'est une politique... On l'a encore actuellement sur la loi 1 ou sur la loi 101, où même aujourd'hui on traite nos concitoyens des autres provinces comme des "voisins". Toute l'administration, toutes les mesures sociales, économiques, culturelles du gouvernement actuellement ne sont pas jugées d'après leur valeur intrinsèque comme étant bonnes ou pas bonnes pour le Québec. Toutes les mesures que nous avons depuis quelques mois sont dirigées uniquement dans le sens d'une propagande vers le séparatisme.

La réponse qu'a obtenue le chef de l'Union Nationale à sa demande, entre autres, de surseoir à l'idée d'indépendance, a été une fin de non-recevoir de la part du gouvernement actuel. La deuxième question que le chef de l'Union Nationale a posée depuis plusieurs mois au gouvernement, c'est d'établir la formule qui sera offerte à la population, en somme, quelle formule ou quelle sera la question ou la manière... Encore là, on a depuis quelques mois des réponses évasives, on n'a pas encore aucune réponse définitive. Le gouvernement n'a même pas fait son lit sur la formule qu'il soumettra lors d'un tel référendum. Encore là, une fin de non-recevoir de la part du gouvernement à la deuxième question du chef de l'Union Nationale.

Troisièmement, le chef de l'Union Nationale veut reporter plus loin le référendum du fait qu'il a demandé au gouvernement actuel de former un conseil du référendum. Encore là, on le sait, je suis convaincu que cette demande du chef de l'Union Nationale ne sera pas agréée. Pourquoi, aujourd'hui, ne pas accepter notre motion du fait que ces demandes répétées sur ces trois points ont toujours été reçues d'une manière négative? Il a demandé également au gouvernement d'annoncer la date du référendum. Encore là, on est dans les nuages, aucune réponse, et je suis assuré que le gouvernement actuel, malgré sa transparence,

refusera de répondre aux questions du chef de l'Union Nationale.

Je vous suggère, et je terminerai par ces propos, que l'Opposition, qui représente 59% de la population, devrait faire un front commun pour forcer le gouvernement à tenir ce référendum dans un délai convenable. Personnellement, j'ai proposé d'ici le 1er juillet. Il aurait été facile de l'amender. Si c'est trop précipité, qu'on amende la motion en ajoutant trois mois ou six mois, mais il aurait été important que l'Opposition fasse un front commun pour aller à l'assaut du gouvernement, pour exiger ce référendum. C'est le voeu, d'ailleurs, de la population qui désire ce référendum pour clarifier la situation et l'atmosphère dans les meilleurs délais.

Une fois que cette date pourra être déterminée, dans une deuxième étape, on pourrait passer de nouveau à l'assaut, à l'attaque et exiger du gouvernement de clarifier sa formule; soit également de créer un conseil du référendum, mais ce serait dans une deuxième étape, et enfin tenir ce référendum, battre la formule séparatiste et mettre fin à ce rêve que je considère utopique.

Ce serait le seul moyen de travailler à la reprise économique que le Québec mérite dans notre contexte nord-américain.

Je trouve assez bizarre également l'argumentation du chef de l'Union Nationale lorsqu'il est d'accord avec nous à savoir qu'actuellement, il y a un exode des capitaux, qu'il y a un chômage grave, que l'économie du Québec, peut-être d'ici quelques mois, sera en chute libre, que les investissements dans le domaine privé sont pratiquement nuls, qu'il y a un manque d'emplois chez nos jeunes diplômés et un exode des jeunes diplômés en dehors du Québec, de notre matière grise du Québec. On sait combien coûte à l'Etat l'enseignement et l'éducation des jeunes universitaires. Il ne faudrait pas se retrouver dans la situation de pays comme le Liban. On sait l'apport tout à fait valable des Libanais ici, mais tous les diplômés et les meilleurs éléments de la population libanaise, à cause des troubles économiques et autres qu'ils ont connus dans leur pays, doivent exporter leur matière grise.

C'est le cas de plusieurs autres pays, entre autres de l'Angleterre. Lorsque la situation économique est des plus mauvaises, c'est à ce moment que les jeunes diplômés, ceux qui ont du coeur à l'ouvrage et les capacités voulues, s'expatrient après avoir obtenu leur éducation dans leur pays natal et vont faire leur vie dans des pays étrangers.

Mme le Vice-Président: Vous devez conclure maintenant, M. le leader de l'Opposition.

M. Lavoie: Je termine certainement. Je termine en sollicitant un vote favorable, ce que je n'espère pas outre mesure de l'Assemblée, mais nous aurons l'occasion de revenir sur cette question. Personnellement, je crois foncièrement que, sur cette question du référendum, la date, dans le meilleur intérêt du Québec, devrait être connue. Il devrait se tenir dans les meilleurs délais. Je vous remercie, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: C'est maintenant le moment de la mise aux voix de la motion du leader de l'Opposition officielle: "Que cette Assemblée est d'avis que le référendum sur la seule question de l'indépendance du Québec devra se tenir d'ici le 1er juillet 1978."

Des Voix: Adopté.

Une Voix: Vote enregistré.

Mme le Vice-Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion

Mme le Vice-Président: A l'ordre! C'est maintenant la mise aux voix de la motion du leader de l'Opposition officielle. Que ceux et celles qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vout plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Goldbloom, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynald, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Gratton.

Mme le Vice-Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Burns, Bédard, Laurin, Morin (Louis-Hébert), Marois, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, O'Neill, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Duhaime, Léger, Tardif, Garon, Chevrete, Michaud, Paquette, Alfred, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Ouellet, Perron, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Biron, Grenier, Russell, Goulet, Le Moignan, Dubois, Cordeau.

Mme le Vice-Président: Que ceux qui veulent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 20 — Contre: 56 — Abstentions: 0

Mme le Vice-Président: Motion rejetée. Cette Assemblée ajourne ses travaux à demain 15 heures.

(Fin de la séance à 18 h 8)

ANNEXE

Questions inscrites au feuillet

Questions de M. Vaillancourt (Orford)

1. Les autorités du ministère des Transports ont-elles donné des instructions afin que, dorénavant:
 - a) il n'y ait plus de patrouille qui s'effectue chaque jour entre la barrière de Laterrière et l'Etape;
 - b) le camp 4, dans le Parc des Laurentides, n'ait plus ses 15 employés habituels mais plutôt un employé de jour et un employé de soir, soit des gardiens qui n'auront aucun moyen de locomotion pour venir en aide à qui que ce soit;
 - c) il n'y ait plus de patrouille dans le Parc, durant la saison d'été entre 21 h 30 et 5 h 30 le matin, contrairement à l'hiver où l'on travaille au déneigement.
2. Une telle décision a-t-elle été prise uniquement dans le but de réaliser des économies?
3. Combien de mises à pied cette politique entraînera-t-elle?

Réponses de M. Lessard

1.
 - a) Il y a deux ans, la décision a été prise au ministère des Transports de laisser s'éteindre cette patrouille en ne faisant plus de remplacement d'effectifs.
 - b) Oui, mais uniquement pour la période estivale, car l'hiver, le camp est occupé par de nombreuses personnes affectées au déneigement.
 - c) Oui.
2. Non, les patrouilles ont été supprimées parce qu'elles étaient très dispendieuses mais aussi parce qu'elles étaient inefficaces. Si le ministère a une seule patrouille, elle ne passe en un point qu'environ à toutes les trois (3) heures, laissant les blessés en moyenne 1 1/2 heure sans secours de sa part. Cet éventuel secours se limite à communiquer par radio-téléphone avec le poste de la Sûreté à l'Etape ou avec les employés de la Centrale du ministère des Transports à Chicoutimi, qui eux, peuvent communiquer avec l'ambulance.

Le patrouilleur du ministère des Transports n'est pas autorisé à toucher aux blessés car il n'est pas qualifié pour ce faire; son action se limite à fournir des couvertures et un peu de réconfort.

3. Aucune personne n'a été mise à pied suite à l'abandon de ce programme.

Questions de M. Gratton

1. Le nouveau titulaire du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a-t-il fait exécuter des travaux de rénovation et de décoration dans ses bureaux de:
 - a) Québec;
 - b) Montréal?
2. Dans l'affirmative:
 - a) de quels travaux s'agit-il;
 - b) quels sont les noms et adresse des exécutants;
 - c) quel est le montant payé ou à payer à chaque exécutant?
3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?
4. Si oui:
 - a) quels sont les noms et adresse des soumissionnaires;
 - b) quel est le montant de chaque soumission?
5. Quel est le coût total du nouvel ameublement à chaque endroit?

Réponse de Mme Payette

Non, le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières n'a fait exécuter aucun travail de rénovation et de décoration dans ses bureaux à Québec et à Montréal.

Question de M. Garneau

Quels montants le gouvernement du Québec a-t-il reçus du gouvernement du Canada, pour l'exercice financier 1976/1977, à titre de transferts:

- a) inconditionnels;
- b) conditionnels;
- c) de points d'impôt pour le financement des programmes auxquels une partie de la contribution fédérale est effectuée par de tels transferts?

Réponse de M. Parizeau

- a) \$1,375,500,000.00
- b) \$919,500,000.00
Il s'agit des montants reçus au chapitre des programmes à frais partagés. Ce montant n'est pas définitif puisque les comptes à recevoir n'ont pas encore été établis pour tous les ministères.
- c) \$1,026,100,000.00
Ce montant constitue l'abattement spécial consenti pour le financement de certains programmes.